

**S O M M A I R E**  
**CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

**DU LUNDI 21 AVRIL 2008**

-=-=-=-

**ORDRE DU JOUR**  
**ET RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS PRISES**

-=-=-

**Délibérations rendues exécutoires le 23 avril 2008**

101 - REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE	Oui (à l'unanimité)
102 - COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL GENERAL	Oui (à l'unanimité)
103 - REPRESENTATION DU CONSEIL GENERAL	Oui (à l'unanimité)
104 - FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	Oui (à l'unanimité)
105 - STATUT DE L'ELU LOCAL	Oui (à l'unanimité)
106 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL GENERAL - INFORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL GENERAL	Oui (à l'unanimité)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

**REUNION DU 21 AVRIL 2008**

**LE CONSEIL GENERAL**

Dûment convoqué par lettre en date du 31 mars 2008 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3121-8,

**VU** la délibération **101 du 20 mars 2008** portant formation des commissions du Conseil général,

**VU** les compétences dévolues à chacun des 12 Vice-Présidents par arrêtés départementaux en date du **20 mars 2008** aux termes desquels la fonction de questeur a été supprimée,

**Etaient présents** : MM. AUBRY - AUGER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BONAN - BOULLAND - BRASSENS - CARVALHO - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGAUCHY - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DESMEDT - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - Mme HOUSSIN - MM. HRMO - LECOMTE - LEMAITRE - LETELLIER - MASURE - MAUGEZ - MENN - OGUEZ - PATIN - PATRIA - POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VASSELLE - VILLEMMAIN - WEYN

**Avait donné délégation de vote :**

M. MANCEL à M. HRMO

**VU** le rapport **101** du Président du Conseil général et son annexe :

**REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE**

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ADOpte** à l'unanimité les conclusions suivantes :

---

- **ADOpte**, dans les termes ci-**annexés**, son règlement intérieur.

---

**Pour le Président et par délégation,  
l'adjoint au directeur général des services,  
le directeur des services financiers**

**Jean-Marc LE GALL**

Le présent règlement intérieur vise à compléter les règles de fonctionnement interne du Conseil général qui ne sont pas expressément prévues par le code général des collectivités territoriales.

<b>CHAPITRE 1</b>	page 4
<b>Des réunions du conseil général</b> (Articles 1 à 2)	
<b>CHAPITRE 2</b>	pages 4 à 5
<b>Du bureau d'âge et de la commission permanente</b> (Articles 3 à 5)	
<b>CHAPITRE 3</b>	pages 6 à 8
<b>Du fonctionnement de l'Assemblée</b> (Articles 6 à 19)	
<b>CHAPITRE 4</b>	pages 9 à 10
<b>Du vote</b> (Articles 20 à 33)	
<b>CHAPITRE 5</b>	pages 11
<b>Des amendements, vœux et propositions, de l'urgence</b> (Articles 34 à 40)	
<b>CHAPITRE 6</b>	page 12
<b>De la publicité des débats et de la police de l'assemblée</b> (Articles 41 à 45)	
<b>CHAPITRE 7</b>	pages 13 à 14
<b>Des commissions intérieures</b> (Articles 46 à 60)	
<b>CHAPITRE 8</b>	pages 15 à 16
<b>De la démocratie interne</b> (Articles 61 à 67)	

## **CHAPITRE 1ER - DES REUNIONS DU CONSEIL GENERAL**

**ARTICLE 1er** - Le conseil général se réunit à l'initiative de son président au moins une fois par trimestre.

Pour les années où à lieu le renouvellement triennal des conseils généraux la première réunion se tient de plein droit le second jeudi qui suit le premier tour de scrutin.

**ARTICLE 2** - Le conseil général est également réuni à la demande :

- de la commission permanente,

- ou du tiers des membres du conseil général sur un ordre du jour déterminé, pour une durée qui ne peut excéder deux jours.

Un même conseiller général ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.

## **CHAPITRE 2 - DU BUREAU D'AGE ET DE LA COMMISSION PERMANENTE**

**ARTICLE 3** - Lors de la réunion de droit qui suit le renouvellement triennal, le conseil général présidé par son doyen d'âge, le plus jeune faisant fonction de secrétaire, élit son président.

Aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge.

**ARTICLE 4** - La commission permanente se réunit au moins 2 fois par trimestre.

Dans le respect des attributions qui lui sont déléguées par l'assemblée, la commission permanente délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le président.

L'ordre du jour et les rapports sont communiqués à ses membres par le président 6 jours avant la date de la réunion. Au cas où ces rapports renvoient à des annexes au volume important, ces annexes seront remises en 1 exemplaire à chacun des groupes d'élus, simultanément à l'envoi des rapports.

Sur simple demande émanant d'un conseiller général, un exemplaire peut lui être remis ou transmis.

Les réunions ne sont pas publiques.

En cas d'urgence et après avis conforme de la commission permanente, des rapports supplémentaires peuvent être examinés.

Un conseiller général empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de la commission permanente.

Un conseiller général ne peut recevoir qu'une seule délégation.

**ARTICLE 5** - Les pouvoirs de la commission permanente expirent à l'ouverture de la première réunion du conseil général qui suit son renouvellement triennal.

### **CHAPITRE 3 DU FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE**

**ARTICLE 6** - Les séances du conseil général sont publiques

Néanmoins, sur la demande de cinq membres ou du président, le conseil général peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Le président a seul la police de l'assemblée.

**ARTICLE 7** - Un conseiller général empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de l'Assemblée départementale.

Un conseiller général ne peut recevoir qu'une seule délégation de vote.

Un conseiller général qui a donné délégation de vote en application de l'article L 3121-16 ne peut être considéré comme présent pour le calcul du quorum.

**ARTICLE 8** - Le conseil général ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente.

Toutefois si, au jour fixé par la convocation, le conseil général ne se réunit pas en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre de membres présents.

Lorsque le débat sur une question est déjà engagé, le départ de certains conseillers généraux avant que n'intervienne le vote ne saurait affecter le quorum. Dans cette hypothèse, les conseillers généraux qui se sont retirés sont considérés comme s'étant abstenus.

A la demande d'un Président de groupe ou de son représentant, il peut être procédé à la vérification du quorum sur un rapport.

**ARTICLE 9** - Le président dirige les débats.

Il appelle les rapporteurs à présenter les conclusions des commissions réglementaires dans l'ordre de passage inverse à celui de la numérotation des commissions. La discussion suit immédiatement, mais un membre peut demander de la reporter à une autre séance. Le conseil général décide de ce report.

**ARTICLE 10** - La parole doit toujours être demandée au président, et aucun orateur ne peut intervenir avant de l'avoir obtenue.

**ARTICLE 11** - La parole est accordée selon l'ordre d'inscription des demandes.

L'orateur ne s'adresse qu'au président ou à l'assemblée.

**ARTICLE 12** - A l'exception de l'auteur ou du rapporteur d'une proposition qui peut intervenir quand il le désire, nul ne peut prendre la parole plus de trois fois sur le même rapport.

**ARTICLE 13** - Le président accorde toujours la parole sur les questions d'ordre du jour, de priorité, ou de faits personnels.

Il l'accorde aussi en cas de rappel au règlement.

Mais il ne la donne, ni pour rappeler à la question, ni pour parler, soit pendant une épreuve commencée, soit entre deux épreuves d'un même vote.

**ARTICLE 14** - Le président met aux voix les propositions.

Il juge avec le questeur les épreuves des votes, et il en proclame les résultats.

**ARTICLE 15** - Au président seul appartient le droit de rappel à la question et de rappel à l'ordre.

**ARTICLE 16** - Si au cours d'une discussion, après avoir été rappelé deux fois à la question, l'orateur s'en écarte à nouveau, le président peut interdire la parole à cet orateur, sur ce même sujet, pendant le reste de la séance.

**ARTICLE 17** - Le président met un terme aux interruptions et réprime toute mise en cause personnelle.

Il rappelle à l'ordre le conseiller général qui tient des propos contraires à la loi, au règlement ou aux convenances.

Lorsqu'un conseiller a été rappelé à l'ordre deux fois sur un même sujet, le président peut lui interdire de prendre la parole le reste de la séance.

**ARTICLE 18** - Les conseillers généraux ont le droit d'exposer en séance du conseil général des questions orales ayant trait aux affaires du département.

Le temps de parole imparti à son auteur ne peut dépasser deux minutes. A l'ouverture de la séance, le président organise les débats en fonction du nombre de questions posées et décide pour chacune d'entre-elles de son renvoi éventuel en commission ou à une séance ultérieure du conseil général.

Le président répond lui-même aux questions posées. Il peut déléguer ce droit aux vice-présidents compétents ou à tout conseiller général concerné.

**ARTICLE 19** - Lorsqu'un cinquième de ses membres le demande le Conseil Général délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation chargée de recueillir les éléments d'informations sur une question d'intérêt départemental ou de procéder à l'évaluation d'un service public. Un même Conseiller ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement triennal des Conseils Généraux.

La demande, cosignée par un cinquième des membres de l'Assemblée Départementale, est adressée par écrit au Président du Conseil Général au moins 30 jours avant la séance au cours de laquelle la proposition doit être débattue. L'inscription à l'ordre du jour de la séance est de droit. Le Président du Conseil Général assure l'information de l'Assemblée.

La mission est composée de 7 membres désignés à la proportionnelle. Aussitôt constituée, la mission désigne en son sein son rapporteur. La mission peut demander l'accès à tout document et entendre toute personne susceptible de l'éclairer.

La durée de la mission ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée.

La mission remet son rapport au Président du Conseil Général 30 jours au moins avant une séance du Conseil Général. Le Président assure la diffusion du rapport auprès des membres du Conseil Général.

## CHAPITRE 4 - DU VOTE

**ARTICLE 20** - Sous réserve des dispositions particulières applicables à l'élection du président et des membres de la commission permanente prévues aux articles L 3122-1 et L 3122-5 du code général des collectivités territoriales, les délibérations du conseil général sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

**ARTICLE 21** - Conformément au droit commun en matière électorale les abstentions n'entrent pas en ligne de compte dans le dénombrement des suffrages exprimés.

**ARTICLE 22** - En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Lorsque le président a voté "pour", la proposition est adoptée.

En cas d'absence du président, c'est la voix du président de séance qui est prépondérante.

Si le président ne vote pas et que les voix sont également partagées, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

**ARTICLE 23** - Le conseil général vote sur les propositions soumises à ses délibérations de trois manières :

- à mains levées,
- au scrutin public,
- au scrutin secret.

**ARTICLE 24** - Le vote à mains levées est le mode de vote ordinaire.

Le résultat est constaté par le président qui compte le nombre des votants "pour" et "contre".

**ARTICLE 25** - Il est toujours voté à mains levées sur l'ordre du jour, les rappels au règlement, les demandes de priorité, de renvoi, de clôture de la discussion, des déclarations d'urgence, sauf s'il y est fait opposition.

**ARTICLE 26** - Les demandes d'ordre du jour, de priorité de rappel à la question, de renvoi, sont toujours mises aux voix avant la question principale.

**ARTICLE 27** - Avant le vote sur l'ensemble, le conseil général peut décider, sur la demande de l'un de ses membres, que le texte soit renvoyé à la commission compétente pour coordination et nouvel examen. Ce renvoi est de droit à la demande du président du conseil général, ou d'un membre de la commission concernée.

**ARTICLE 28** - Le scrutin public est de droit, toutes les fois qu'un groupe de l'assemblée ou le sixième des membres présents le demande, sauf pour les votes sur les nominations, et plus généralement, les cas où la loi et le règlement prévoient un autre mode de vote.

**ARTICLE 29** - Il est procédé au scrutin public par appel nominal.

A l'appel de son nom par le président, chaque conseiller général, présent ou représenté, exprime son vote.

Le résultat, annoncé par le président, est toujours inscrit au registre des délibérations, avec le nom des votants.

**ARTICLE 30** - Le scrutin secret est toujours utilisé pour les nominations, sauf avis unanime de l'assemblée par un vote à mains levées. Les bulletins portent alors le nom de celui ou de ceux que l'on veut élire.

**ARTICLE 31** - Les nominations ont lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si la majorité absolue des suffrages exprimés n'est pas obtenue aux deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin, pour lequel la majorité relative est suffisante.

En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est nommé.

**ARTICLE 32** - Le scrutin secret est également de droit lorsqu'il est demandé par un groupe de l'assemblée ou le sixième des membres présents dans l'assemblée, et qu'il n'y a pas sur la question, de demande de scrutin public régulier.

**ARTICLE 33** - Toute proposition rejetée par le conseil ne peut être représentée, même sous une forme différente, au cours de la même réunion.

## CHAPITRE 5

### DES AMENDEMENTS, VŒUX ET PROPOSITIONS, DE L'URGENCE

**ARTICLE 34** - Tout conseiller général peut présenter des amendements aux propositions émanant soit des commissions, soit d'un membre du conseil. Lorsqu'un amendement est susceptible de remettre en cause le fond d'un rapport, il est rédigé par écrit à la demande du président. Une suspension de séance est de droit, pour permettre à l'auteur de l'amendement de le rédiger. L'amendement est remis au président du conseil général et au président de la commission compétente.

**ARTICLE 35** - Si l'amendement est présenté en séance, au cours d'une discussion, le conseil général décide s'il convient de statuer immédiatement ou de le renvoyer à la commission compétente. En cas de partage des voix, le renvoi n'est pas ordonné.

Le renvoi est de droit chaque fois qu'il est demandé par le président de la commission compétente.

**ARTICLE 36** - Les amendements sont mis aux voix avant le texte principal, en commençant par celui qui s'éloigne le plus des conclusions du rapport en discussion.

S'il y a doute à cet égard, le conseil est consulté sur la question de priorité.

A l'issue du vote sur le ou les amendements mis aux voix, le rapport, le cas échéant amendé, est soumis au vote.

**ARTICLE 37** - Tout conseiller général qui voudra faire une proposition ou déposer un vœu touchant à des sujets étrangers à ceux dont le conseil général est saisi, le présentera par écrit, avant une date limite fixée par l'assemblée, dès l'ouverture de ses réunions.

Conformément à l'article 34, la procédure de vœu ne peut avoir pour effet de remettre à l'ordre du jour un dossier ayant déjà fait l'objet d'un rapport du Président au cours de la même réunion et ne se confond pas davantage avec les questions orales prévues à l'article 18.

**ARTICLE 38** - Les vœux sont rapportés et discutés en séance publique à la fin de la réunion, sauf si l'urgence est déclarée par l'assemblée.

**ARTICLE 39** - L'auteur de tout amendement, vœu ou proposition peut demander à être entendu par la commission compétente.

**ARTICLE 40** - Tout membre du conseil peut demander l'urgence sur des rapports soumis aux délibérations de l'assemblée. Si l'urgence est reconnue, par un vote à mains levées, la discussion s'engage immédiatement.

Si l'urgence n'est pas reconnue, la question sera examinée dans les formes ordinaires.

## CHAPITRE 6

### DE LA PUBLICITE DES DEBATS ET DE LA POLICE DE L'ASSEMBLEE

**ARTICLE 41** - Les procès-verbaux des séances sont rendus publics par la voie de l'impression.

**ARTICLE 42** - Le procès-verbal des réunions ou parties de réunions au cours desquelles le conseil général a délibéré en comité secret est rédigé à part et ne peut être ni imprimé ni publié, mais communiqué aux conseillers généraux qui en feront la demande.

Le procès-verbal des séances publiques, imprimé, mentionne seulement l'existence du procès-verbal relatif au comité secret et sa date.

**ARTICLE 43** - Les délibérations du conseil général ainsi que les décisions de la commission permanente lorsqu'elles sont prises par délégation de l'assemblée sont publiées dans les mêmes formes.

Conformément aux articles L 3131-1 à L 3131-3 du code général des collectivités territoriales, les actes visés à l'alinéa ci-dessus sont publiés au recueil des actes administratifs du Conseil général.

**ARTICLE 44** - Aucune personne étrangère au conseil autre que le représentant de l'Etat dans le département, et les fonctionnaires appelés à donner des renseignements ou accomplissant un service autorisé, ne peut, quel qu'en soit le prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siège le conseil général, sauf en cas d'autorisation expresse du président.

**ARTICLE 45** - Pendant toute la durée des réunions, les personnes placées dans l'auditoire doivent, sous peine d'expulsion immédiate, s'abstenir de toute marque d'approbation ou de désapprobation.

## CHAPITRE 7

### DES COMMISSIONS INTERIEURES

**ARTICLE 46** - Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions qui lui incombent, le conseil général se répartit en six commissions.

**ARTICLE 47** - Les attributions des commissions sont ainsi définies :

1ère commission  
**10 membres**

**FINANCES ET EVALUATION**

2ème commission  
**10 membres**

**ROUTES ET DEPLACEMENTS**

3ème commission  
**10 membres**

**ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT  
DURABLES**

4ème commission  
**10 membres**

**EDUCATION ET JEUNESSE**

5ème commission  
**10 membres**

**SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL**

6ème commission  
**10 membres**

**CULTURE, SPORT ET CITOYENNETE**

**ARTICLE 48** - La désignation des membres des commissions intérieures a lieu lors de la réunion de droit qui suit le renouvellement, soit à bulletins secrets, soit à mains levées, s'il y a accord unanime de l'assemblée.

**ARTICLE 49** - Chaque conseiller fait obligatoirement partie d'une commission intérieure. Un conseiller général ne peut être membre à voix délibérative de plus de deux commissions.

Le président du conseil général est membre de droit de toutes les commissions, mais seulement avec voix consultative.

Tout vice-président ayant reçu délégation de compétence, peut assister aux réunions des commissions traitant d'objets relevant de sa délégation, avec voix consultative, s'il ne fait pas lui-même réglementairement partie de ladite commission.

Un conseiller général peut sans voix délibérative participer aux travaux d'une commission intérieure dont il ne fait pas partie.

**ARTICLE 50** - Immédiatement après avoir été constituées, les commissions se réunissent sous la présidence de leur doyen d'âge. D'un commun accord, ou par un vote conforme aux dispositions du présent règlement, elles désignent leur président et leur vice-président, ainsi que, pour la commission des finances, le rapporteur général du budget.

**ARTICLE 51** - Dès le jour de l'ouverture de la réunion, tous les dossiers des affaires soumises au conseil général, accompagnés d'un bordereau indicatif de ces affaires, sont répartis entre les diverses commissions, d'après les attributions de chacune d'elles.

**ARTICLE 52** - Chaque président de commission répartit les dossiers de sa commission entre les différents membres dont il inscrit le nom, en regard du dossier considéré, sur le bordereau indicatif.

**ARTICLE 53** - Les commissions procèdent à l'examen au fond des affaires qui leur sont soumises et leur président préside et anime les débats ; les rapporteurs établissent sur un bordereau spécial les conclusions écrites de la commission et en donnent lecture au conseil général lors de l'évocation des affaires.

L'avis de la commission des finances doit obligatoirement être sollicité sur toute proposition de nature à engager les finances départementales.

**ARTICLE 54** - Tout conseiller général a le droit de prendre communication sur place des dossiers remis aux commissions, pourvu qu'il n'en résulte ni obstacle ni retard dans leur examen.

Il peut également demander à être entendu par une commission sur un sujet qui l'intéresse.

**ARTICLE 55** - Les commissions peuvent entendre les chefs de service départementaux en présence des vice-présidents délégués, ainsi que toutes personnes qu'elles jugent utiles de convoquer, pour étudier les affaires qui leur sont soumises.

**ARTICLE 56** - Pour compléter leur information, les commissions peuvent, avec l'accord du président du conseil général, charger un ou plusieurs de leurs membres, de réunir sur place ou sur pièce, les renseignements qu'elles jugent nécessaires avant de statuer.

**ARTICLE 57** - Une commission peut, si la majorité de ses membres l'estime nécessaire, nommer en son sein une ou plusieurs sous-commissions techniques, ayant vocation particulière pour étudier certaines affaires qui sont de sa compétence.

**ARTICLE 58** - Lorsque la nature d'une affaire qui lui est soumise l'exige, et si un groupe de l'assemblée ou le sixième des membres présents le demande, le conseil général peut décider la constitution d'une commission ad'hoc dont il détermine souverainement l'étendue et la durée des compétences.

**ARTICLE 59** - Les commissions, les sous-commissions techniques et les commissions ad'hoc peuvent se réunir entre les réunions du conseil général, soit sur la demande du président du conseil général, soit après accord de ce dernier, sur convocation de leurs présidents, ou à la demande du tiers des membres de la commission concernée.

**ARTICLE 60** - Le secrétariat des commissions est assuré sous la responsabilité du président de la commission par la direction en charge du secrétariat de l'assemblée qui rédige le procès verbal.

## CHAPITRE 8

### DE LA DEMOCRATIE INTERNE

**ARTICLE 61** - Les conseillers généraux peuvent se réunir par groupes d'affinités politiques.

Ces groupes d'élus composés d'au moins 2 membres se constituent par la remise au président du conseil général d'une déclaration signée de leurs membres accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Chacun des groupes exerce ses activités librement, dans le cadre de la loi et du règlement intérieur du conseil général. Aucun groupe ne peut s'exprimer au nom du conseil général ou de toute instance émanant de l'assemblée départementale.

Il est procédé de même pour toute modification.

**ARTICLE 62** - Conformément à l'article L 3121-24 du code général des collectivités territoriales, l'assemblée départementale affecte aux groupes d'élus, pour leur usage propre les moyens matériels repris ci-après :

◇ un local administratif

◇ du matériel de bureau

et prend en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications dans les conditions définies lors du vote de chaque budget primitif.

L'assemblée départementale prend également en charge les dépenses de rémunération des personnels affectés auprès de chaque groupe d'élus sachant que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 6586 et qu'ils ne sauraient excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres de l'assemblée.

Il est précisé que ce montant correspond aux dépenses réalisées à ce titre tel qu'il figure au dernier compte administratif au compte 6531 hors charges patronales de cotisations sociales et de retraite.

Ces montants varient dans les mêmes proportions et selon le même rythme que les traitements des fonctionnaires.

**ARTICLE 63** - Les personnels des groupes sont choisis par leur président de groupe et recrutés par le président du conseil général sur l'une des grilles comprises entre les grades d'agent administratif – 1<sup>o</sup> échelon - jusqu'à celui d'attaché – 12<sup>ème</sup> échelon.

Ces postes pourront être affectés à temps complet ou non complet dans la limite des crédits consacrés à cet effet pour chaque groupe.

L'élu responsable de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.

**ARTICLE 64** - La dotation en personnel des groupes est déterminée au vu de ceux constitués lors du renouvellement de l'assemblée.

Les groupes reconnus le sont jusqu'au renouvellement suivant ; la modification éventuelle d'un groupe avant le renouvellement suivant ne pouvant remettre en cause la dotation en personnel faite lors de l'installation de l'assemblée.

**ARTICLE 65** - Le président du conseil général est le seul ordonnateur des dépenses susmentionnées.

**ARTICLE 66** - Pour pouvoir être soumise à l'assemblée départementale, toute proposition de modification du règlement intérieur devra être présentée par huit conseillers généraux, au moins, ou un groupe politique.

**ARTICLE 67** - Conformément à l'article L.3121-24-1 du code général des collectivités territoriales, par accord entre le Président du Conseil Général et les Présidents de groupes et dans un esprit de stricte équité, un espace d'expression est réservé aux groupes d'élus régulièrement constitués dans le magazine départemental.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

**REUNION DU 21 AVRIL 2008**

**LE CONSEIL GENERAL**

Dûment convoqué par lettre en date du 31 mars 2008 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la délibération **20 mars 2008** relative à la composition et à la désignation des membres de la Commission Permanente du Conseil général,

**Etaient présents** : MM. AUBRY - AUGER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BONAN - BOULLAND - BRASSENS - CARVALHO - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGAUCHY - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DESMEDT - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - Mme HOUSSIN - MM. HRMO - LECOMTE - LEMAITRE - LETELLIER - MASURE - MAUGEZ - MENN - OGUEZ - PATIN - PATRIA - POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VASSELLE - VILLEMMAIN - WEYN

**Avait donné délégation de vote** :

M. MANCEL à M. HRMO

**VU** le rapport **102** du Président du Conseil général :

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL GENERAL**

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ADOpte** à l'unanimité les conclusions suivantes :

---

- **RAPPELLE** que lors de sa réunion de droit du **20 mars 2008**, l'Assemblée départementale a fixé la composition de sa Commission Permanente ainsi qu'il suit :

Outre le Président du Conseil général,

\* 12 Vice-Présidents,

\* 28 autres membres dont 4 Conseillers Généraux délégués et 24 autres Conseillers Généraux ;

- **PORTE** à **5** le nombre de Conseillers Généraux délégués et **PREND** note que c'est Monsieur **Thierry MAUGEZ** qui sera le 5<sup>ème</sup> Conseiller Général délégué ;

- **PRECISE** que cet ajustement ne remet pas en cause la fixation de la composition de la Commission Permanente mais seulement la répartition des autres membres.

---

**Pour le Président et par délégation,  
l'adjoint au directeur général des services,  
le directeur des services financiers**

**Jean-Marc LE GALL**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

**REUNION DU 21 AVRIL 2008**

**LE CONSEIL GENERAL**

Dûment convoqué par lettre en date du 31 mars 2008 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la décision **I-12** du **28 février 2008**,

**Etaient présents** : MM. AUBRY - AUGER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BONAN - BOULLAND - BRASSENS - CARVALHO - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGAUCHY - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DESMEDT - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - Mme HOUSSIN - MM. HRMO - LECOMTE - LEMAITRE - LETELLIER - MASURE - MAUGEZ - MENN - OGUEZ - PATIN - PATRIA - POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VASSELLE - VILLEMALIN - WEYN

**Avait donné délégation de vote** :

M. MANCEL à M. HRMO

**VU** le rapport **103** du Président du Conseil Général et son annexe :

**REPRESENTATION DU CONSEIL GENERAL**

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ADOpte** les conclusions suivantes :

---

- **PROCEDE**, à l'unanimité, à la désignation de ses membres pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les conditions figurant en **annexe** exception faite des désignations au sein des comités syndicaux des syndicats mixtes suivants :

203 – Syndicat mixte de l'aéroport BEAUVAIS-TILLE ;

306 – Parc naturel régional Oise – Pays de France ;

311 – Syndicat mixte pour la création, l'aménagement, la gestion et l'entretien du port fluvial dans le cadre de la réalisation d'une plateforme multimodale ;

opérées à la majorité des voix ;

./...

- **RAPPELLE** que lors de la dernière réunion de la Commission Permanente de la précédente mandature, le 25 février 2008, il a été procédé à une mise à jour approfondie de ces organismes essentiellement due à la réforme engagée par l'Etat depuis l'ordonnance n° 2004-637 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre ;

- **PRECISE** que le document ci-annexé soumis à l'Assemblée lui a permis, par conséquent, de délibérer sur les organismes **effectivement** en vigueur à une exception près s'agissant du comité syndical du syndicat mixte de l'abattoir de BEAUVAIS (SYMICAB), pour lequel les désignations sont reportées à la Commission Permanente lors de sa réunion du 19 mai 2008 ;

- **PREND ACTE** qu'au total la représentation du Conseil général porte sur 182 commissions et sous-commissions contre 259 lors du renouvellement de 2004 ;

- **RETIENT**, à nouveau, au cas particulier de la commission consultative des services publics locaux, le principe selon lequel celle-ci sera composée outre du Président du Conseil général, Président, de 5 membres de l'Assemblée, les mêmes que ceux constituant la commission d'appel d'offres et la commission de délégation de service public ;

- **RECONDUIT**, quant aux représentants du corps associatif local, la composition sortante soit :

- le Président de l'Association de Lutte pour l'Environnement en Picardie ou son représentant,
- le Président de la Caisse d'Allocations Familiales de CREIL ou son représentant,
- le Président de l'Association Consommation, Logement, Cadre de vie ou son représentant.

- **CONTINUE** à ne plus siéger avec voix délibérative au sein des conseils d'administration des associations - loi de 1901 – financés par le département mais d'y siéger en qualité d'observateur. Cette précision apparaît sous les organismes de cette nature exception faite de l'office de coopération intercommunale du département de l'Oise, du comité départemental du tourisme de l'Oise et de l'association départementale d'information sur le logement, associations créées par délibération du Conseil général.

---

**Pour le Président et par délégation,  
l'adjoint au directeur général des services,  
le directeur des services financiers**

**Jean-Marc LE GALL**

**I - ORGANISMES RELEVANT DE LA 1ERE COMMISSION****FINANCES ET EVALUATION**

*(Conduite des politiques départementales, direction et animation de l'action départementale, communication, gestion et contrôle des finances départementales, logistique de l'action départementale, ressources humaines)*

**DESIGNATIONS PAR L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE****1/ ORGANISMES DE DROIT PRIVE****2/ ETABLISSEMENTS PUBLICS**

**101** - Service départemental d'Incendie et de Secours – Conseil d'Administration

**3/ COMMISSIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF INTERDEPARTEMENTAL, REGIONAL, DEPARTEMENTAL**

**102** - Commission spéciale de répartition interdépartementale de la taxe professionnelle

**103** - Conseil de discipline de recours

**104** - Commission de réforme des agents des collectivités locales et des établissements publics

**105** - Comité de délimitation des secteurs d'évaluation

**106** - Commission départementale des évaluations cadastrales

**107** - Commission départementale des impôts directs locaux

**108** - Commission départementale des impôts direct et des taxes sur le chiffre d'affaires

**109** - Commission départementale d'adaptation du commerce rural

**110<sup>1</sup>** - Commission d'appel d'offres - Jury de concours

**110<sup>2</sup>** - Commission de délégation de service public

**110<sup>3</sup>** - Commission consultative des services publics locaux

**111** - Comité consultatif de règlement amiable des litiges

**112** - Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

**113** - Conseil départemental de sécurité civile

**114** - Commission de surveillance des prisons

**115** - Jury d'assises délégué à la commission annuelle

#### **4/ ASSOCIATIONS LOI 1901**

#### **5/ COMMISSIONS - COMITES - JURYS CRES PAR DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL ORGANISMES LOCAUX DE COORDINATION**

- 116** | - OSIRIL - Commission d'appel d'offres du groupement de commandes
- 117** | - Comité départemental de la coopération décentralisée

**101 - SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Titulaires : **M. ROME - Mme HOUSSIN - MM. BLANCHARD - BONAN -  
BECQUERELLE - VILLEMALIN - DOUET - FRAU - LECOMTE - MENN -  
FERRIEUX - LETELLIER - LEMAITRE**

Suppléants : **MM. DEGUISE - AUBRY - MASURE - WEYN - POUPLIN -  
SANGUINETTE - MAUGEZ - CARVALHO - Mme DELAFONTAINE - MM.  
BRASSENS - PATIN - de VALROGER - DECORDE**

loi n° 2002-276 du 27 février 2002  
loi n° 2004-811 du 13 août 2004  
articles L.1424-1 et L.1424-24 à 33 du GGCT  
délibération 306 du 16 décembre 2004

**102 - COMMISSION SPECIALE DE REPARTITION INTERDEPARTEMENTALE  
DE LA TAXE PROFESSIONNELLE**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE - DOUET - CARVALHO - FRAU -  
HRMO - DEGAUCHY - BISSCHOP**

Suppléants : **MM. BLANCHARD - BRASSENS - MAUGEZ - MENN -  
VASSELLE - FONTAINE - MARCHAND**

décret n° 81-120 du 6 janvier 1981  
article 1648 A II du CGI

**103 - CONSEIL DE DISCIPLINE DE RECOURS**

Titulaires : **MM. BECQUERELLE - BLANCHARD - LEMAITRE**

Suppléants : **Mme DELAFONTAINE - MM. VANTOMME - DECORDE**

décret n° 89-677  
du 18 septembre 1989 modifié

**104 - COMMISSION DE REFORME DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS**

Titulaires : **MM. BONAN - COET**

Suppléants : **Mme HOUSSIN et MM. BECQUERELLE - HRMO - CAUWEL**

loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée  
décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 - art. 16  
décret 2003-1306 du 26 déc. 2003 - art. 31  
arrêté du 4 août 2004

**105 - COMITE DE DELIMITATION DES SECTEURS D'EVALUATION**

Titulaires : **MM. AUBRY - WEYN - LEMAITRE - BISSCHOP**

Suppléants : **MM. BECQUERELLE - DOUET - PATRIA - BOULLAND**

loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 modifiée - art. 43  
décret n° 90-1090 du 4 décembre 1990

**106 – COMMISSION DEPARTEMENTALE DES EVALUATIONS CADASTRALES**

Titulaires : **MM. BLANCHARD - WEYN - LEMAITRE - DE VALROGER**

Suppléants : **MM. CARVALHO - PATIN - BISSCHOP - FONTAINE**

loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 modifiée - art. 44  
décret n° 90-1090 du 4 décembre 1990

**107 – COMMISSION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DIRECTS LOCAUX**

Titulaires : **MM. BRASSENS - LEMAITRE**

Suppléants : **MM. CARVALHO - MARCHAND**

loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 modifiée - art. 45  
décret n° 90-1090 du 4 décembre 1990

**108 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DIRECTS ET DES TAXES  
SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

**M. BRASSENS**

loi n° 87-502 du 8 juillet 1987  
article 1651 E du CGI

**109 - COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ADAPTATION  
DU COMMERCE RURAL**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
OU SON REPRESENTANT : M. BRASSENS**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE – MENN – HRMO - DESMEDT**

Suppléants : **M. LECOMTE – Mme DELAFONTAINE – MM. CAUWEL -  
DECORDE**

loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990  
article 1648 AA V du CGI  
arrêté préfectoral du 6 septembre 2007

**110-<sup>1</sup> - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES - JURY DE CONCOURS**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
OU SON REPRESENTANT, M. BONAN**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE – POUPLIN – MASURE – HRMO -  
DECORDE**

Suppléants : **MM. BECQUERELLE – DOUET – BLANCHARD – COET -  
BISSCHOP**

loi n° 92-125 du 6 février 1992  
loi n° 95-127 du 8 février 1995 – art. 8  
décret n° 2006-975 du 1er août 2006  
Cf. délibération 101 du 20 mars 2008

## 110<sup>-2</sup> - COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
OU SON REPRESENTANT, M. BONAN

Titulaires : MM. SANGUINETTE – POUPLIN – MASURE – HRMO -  
DECORDE

Suppléants : MM. BECQUERELLE – DOUET – BLANCHARD – COET -  
BISSCHOP

loi 93-122 du 29 janvier 1993  
loi 95-127 du 8 février 1995 – article 8  
articles L.1411-5 et L.1411-6 du CGCT  
Cf. délibération 101 du 20 mars 2008

## 110<sup>-3</sup> - COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
OU SON REPRESENTANT : M. BONAN

Titulaires : MM. SANGUINETTE – POUPLIN – MASURE – HRMO -  
DECORDE

Suppléants : MM. BECQUERELLE – DOUET – BLANCHARD – COET -  
BISSCHOP

loi n° 2002-276 du 27 février 2002  
article L.1413-1 du CGCT

Au titre du corps associatif :

- le Président de l'Association de lutte contre l'Environnement en Picardie ou son représentant
- le Président de la Caisse d'Allocations Familiales de CREIL ou son représentant
- le Président de l'Association Consommation, Logement, Cadre de vie ou son représentant

## 111 - COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

MM. BRASSENS – VANTOMME – DEGAUCHY - DESMEDT

décret n° 2001-797 du 3 septembre 2001 modifié  
décret n° 2006-975 du 1er août 2006 – art. 127

## 112 - COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

Commission plénière

Titulaires : MM. SANGUINETTE – BONAN - FONTAINE

Suppléants : M. FERRIEUX - Mme HOUSSIN - M. BOULLAND

Sous-commission

Titulaires : MM. SANGUINETTE - BONAN

Suppléants : M. FERRIEUX - Mme HOUSSIN

décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié  
par les décrets n° 2004-160 du 17 février 2004,  
2006-665 du 7 juin 2006 et 2006-1089 du 30  
août 2006  
arrêtés préfectoraux de création de la CCDSA et de  
ses sous-commissions respectivement des 22 janvier  
et 23 février 2007  
arrêté préfectoral de désignation des membres du 4  
septembre 2007

### 113 – CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SECURITE CIVILE

Titulaires : **MM. MENN et VASSELLE**

Suppléants : **MM. BECQUERELLE et COET**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
arrêté préfectoral du 29 janvier 2007

### 114 - COMMISSION DE SURVEILLANCE DES PRISONS

#### BEAUVAIS

Titulaire : **M. BECQUERELLE**

Suppléant : **M. DECORDE**

#### COMPIEGNE

Titulaire : **M. CARVALHO**

Suppléant : **M. DE VALROGER**

#### LIANCOURT

Titulaire : **M. MENN**

Suppléant : **M. BOULLAND**

décret n° 72-852 du 12 septembre 1972  
article D.180 modifié du code de procédure pénale

### 115 - JURY D'ASSISES DELEGUE A LA COMMISSION ANNUELLE

**MM. BECQUERELLE – SANGUINETTE – BLANCHARD – BISSCHOP -  
DECORDE**

loi n° 78-788 du 28 juillet 1978  
article 262 du code de procédure pénale

### 116 - OSIRIL - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Titulaire : **M. BONAN**

Suppléant : **M. DECORDE**

décision III-08 du 23 mai 2005

### 117 – COMITE DEPARTEMENTAL DE LA COOPERATION DECENTRALISEE (ex comité de jumelage)

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL, PRESIDENT,  
ou son représentant, **M. VANTOMME**

**MM. CARVALHO – BONAN – DOUET – AUBRY – VILLEMAMAIN – HRMO –  
LETELLIER – OQUEZ - BOULLAND**

délibération n° 603 du Conseil général du  
1er octobre 1992  
délibération 202 du 28 juin 2007  
décision VI-02 de la commission permanente du  
30 mars 1993

## **II - ORGANISMES RELEVANT DE LA 2EME COMMISSION**

### **ROUTES ET DEPLACEMENTS**

**(Transports, réseau routier)**

#### **DESIGNATIONS PAR L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE**

##### **1/ ORGANISMES DE DROIT PRIVE**

- 201** | - Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France -  
Conseil d'administration et Assemblée générale

##### **2/ ETABLISSEMENTS PUBLICS**

- 202** | - Syndicat mixte des transports collectifs de l'Oise (S.M.T.C.O.) - Comité syndical
- 203** | - Syndicat mixte de l'aéroport de Beauvais-Tillé - Comité syndical

##### **3/ COMMISSIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF INTERDEPARTEMENTAL, REGIONAL, DEPARTEMENTAL**

- 204** | - Comité régional des transports
- 205** | - Commission départementale de la sécurité routière + section spécialisée

##### **4/ ASSOCIATIONS LOI 1901**

- 206** | - Association SEINE - MOSELLE - RHONE
- 207** | - Consortium SEINAISNOR
- 208** | - Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART)
- 209** | - Association des départements cyclables (ADC)

##### **5/ COMMISSIONS - COMITES - JURYS CREEES PAR DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL - ORGANES LOCAUX DE COORDINATION**

**201 - SOCIETE DES AUTOROUTES DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE**

Assemblée Générale et Conseil d'Administration

Correspondant : **M. CARVALHO**

loi n° 83-597 du 7 juillet 1983  
décret n° 85-491 du 9 mai 1985  
statuts

**202 – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS COLLECTIFS DE L'OISE (S.M.T.C.O.) – COMITE SYNDICAL**

Titulaires : **MM. FERRIEUX – DOUET – BLANCHARD - LEMAITRE**

Suppléants : **Mme DELAFONTAINE – MM. SANGUINETTE – CARVALHO -  
BOULLAND**

loi 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée par la  
loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la  
solidarité et au renouvellement urbains  
articles L.5721-1 à L.5722-8 du CGCT  
délibération 202 du 19 octobre 2006  
arrêté préfectoral et statuts du 21 novembre 2006  
délibération du comité syndical du 4 décembre  
2006

**203 – SYNDICAT MIXTE DE L'AEROPORT DE BEAUVAIS-TILLE – COMITE SYNDICAL**

Titulaires : **MM. ROME – BECQUERELLE – BONAN - BLANCHARD**

Suppléants : **MM. BRASSENS – PATIN – AUBRY - MASURE**

loi n°2004-809 du 13 août 2004  
articles L.5721-1 à L.5722-8 du CGCT  
délibération 308 du 19 octobre 2006  
statuts

**204 – COMITE REGIONAL DES TRANSPORTS**

Titulaire : **M. FERRIEUX**

Suppléant : **M. CARVALHO**

loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée  
décret n° 84-139 du 24 février 1984 modifié

**205 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE ROUTIERE**

Titulaires : **MM. BLANCHARD – FERRIEUX - DECORDE**

pour les sous-commissions : **M. FERRIEUX**

décret n°2006-665 du 7 juin 2006  
articles R. 411-10 à 12 du code de la route

**206 - ASSOCIATION SEINE - MOSELLE - RHONE**

Titulaire : **M. FERRIEUX**

Suppléant : **M. DEGAUCHY**

statuts

**207 - CONSORTIUM SEINAISNOR**

Titulaire : **M. CARVALHO**

Suppléant : **M. DEGAUCHY**

statuts

**208 – GROUPEMENT DES AUTORITES RESPONSABLES DE TRANSPORT (GART)**

**Assemblée générale**

Titulaire : **M. FERRIEUX**

Suppléant : **M. BOULLAND**

**Statuts**

**Adhésion par décision II-04 du 26 février 2006**

**209 – ASSOCIATION DES DEPARTEMENTS CYCLABLES**

**Assemblée générale**

Titulaire : **M. FERRIEUX**

Suppléant : **M. DECORDE**

**Statuts**

**Adhésion par décision II-09 du 24 sept. 2007**

**III - ORGANISMES RELEVANT DE LA 3EME COMMISSION**  
**ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES**

**DESIGNATIONS PAR L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE**

**1/ ORGANISMES DE DROIT PRIVE**

- 301** - SEMOISE - SAEML à forme anonyme à conseil d'administration  
\* Assemblée générale  
\* Conseil d'administration
- 302** - Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) de Picardie  
Conseil d'administration
- 303** - Société Anonyme d'HLM du Département de l'Oise - Conseil d'Administration
- 304** - Société Anonyme d'HLM du Beauvaisis - Assemblée générale et Conseil d'administration
- 305** - Société Anonyme d'HLM PICARDIE HABITAT - Assemblée générale et conseil de surveillance

**2/ ETABLISSEMENTS PUBLICS**

- 306** - Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR Oise-Pays de France – Comité syndical
- 307** - Entente interdépartementale pour la protection contre les inondations de l'Oise, de l'Aisne, de l'Aire et de leurs affluents
- 308** - Agence de l'Eau "Seine-Normandie" + Comité de Bassin Seine Normandie
- 309** - Entente interdépartementale de lutte contre la rage
- 310** - Institution interdépartementale Seine-Maritime - Somme - Oise pour la gestion et la valorisation de LA BRESLE
- 311** - Syndicat mixte pour la création, l'aménagement, la gestion et l'entretien du port fluvial dans le cadre de la réalisation d'une plate-forme multimodale à LONGUEUIL SAINTE-MARIE  
Comité syndical
- 312** - Office Public de l'Habitat de l'Oise (OPAC) - Conseil d'administration
- 313** - Etablissement public foncier local de l'Oise - Assemblée générale et Conseil d'administration

**3/ COMMISSIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF INTERDEPARTEMENTAL,  
REGIONAL, DEPARTEMENTAL**

- 314** - Commissions locales de l'eau :
- 314<sup>1</sup>** \* du SAGE "OISE-ARONDE"
- 314<sup>2</sup>** \* du SAGE "AUTOMNE"
- 314<sup>3</sup>** \* du SAGE "NONETTE"

- 314<sup>4</sup>** \* du SAGE "DE LA HAUTE SOMME"
- 314<sup>5</sup>** \* du SAGE "DE LA VALLEE DE LA BRESLE"
- 314<sup>6</sup>** \* du SAGE "DU BASSIN VERSANT DE L'OISE MOYENNE"
- 315** - Commission départementale d'aménagement foncier – Etat  
(Opérations ordonnées par le Préfet avant le 1er janvier 2006)
- 316** - Commission départementale d'aménagement foncier – Département
- 317** - Commission départementale de la nature, des paysages et des sites
- 318** - Commission départementale de classement de redevance sur un débit de tabac
- 319** - Commission départementale de coopération intercommunale
- 320** - Commission du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés
- 321** - Comité de pilotage du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés
- 322** - Commission départementale de gestion de l'espace
- 323** - Commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics  
(CDOMPS)
- 324** - Commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions  
de commissaire-enquêteur
- 325** - Conseil départemental de la santé et de la protection animales
- 326** - Commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de PERSAN-BAUMONT
- 327** - Commission consultative de l'environnement de l'aéroport ROISSY-CHARLES de GAULLE
- 328** - Commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de BEAUVAIS-TILLE
- 329** - Commission régionale de la forêt et des produits forestiers
- 330** - Commission régionale de l'économie agricole et du monde rural (COREAMR)
- 331** - Commissions locales d'information et de surveillance (CLIS)
- 331<sup>1</sup>** \* de la société SOVALD à BURY
- 331<sup>2</sup>** \* de la société APSM à BRENOUILLE
- 331<sup>3</sup>** \* des sociétés GURDEBEKE et GL ORGANOSOL
- 331<sup>4</sup>** \* de la société VALNOR ONYX à BAILLEUL- SOUS-THERAIN
- 331<sup>5</sup>** \* de la société SITA FD à LIERVILLE et LIANCOURT SAINT PIERRE
- 331<sup>6</sup>** \* de la société SITA NORMANDIE à VILLENEUVE SOUS VERBERIE
- 331<sup>7</sup>** \* de la société SPAT à SAINT MAXIMIN
- 331<sup>8</sup>** \* de la société SITA FD à CREPY-EN-VALOIS
- 331<sup>9</sup>** \* NERY SAINTINES
- 332** - Comités locaux d'information et de concertation (CLIC)
- 332<sup>1</sup>** \* des sites classés « AS » des usines Great Lakes Chemical BASF de Catenoy  
et Breuil-le-Sec
- 332<sup>2</sup>** \* du site classé « AS » de l'usine Distrigal à LEVIGNEN
- 332<sup>3</sup>** \* du site classé « AS » de l'usine FM Logistic sur la commune de LONGUEIL SAINTE-MARIE
- 332<sup>4</sup>** \* du site classé « AS » de la société Huttenes Albertus à PONT SAINT MAXENCE
- 332<sup>5</sup>** \* du site classé « AS » de la société Total Gaz à RESSONS SUR MATZ
- 332<sup>6</sup>** \* des sites classés « AS » des établissements Seco, Rhodia, Nova, Bostik, et SPRSAS  
sur la commune de RIBECOURT-DRESLINCOURT

- 332<sup>7</sup> \* du site classé « AS » de la société Clariant à TROSLY BREUIL  
 332<sup>8</sup> \* des sites classés « AS » de l'usine Arkéma, et des sociétés Dupont de Nemours et Cray Valley sur la commune de VILLERS-SAINT-PAUL  
 332<sup>9</sup> \* du site classé « AS » de l'usine Général Electric Plastics à VILLERS-SAINT-SEPULCRE  
 332<sup>10</sup> \* du site classé « AS » de l'établissement DHL Solutions à BRESLES
- 333 - Commission départementale des risques naturels majeurs (CDRNM)
- 334 - Commission départementale d'orientation de l'agriculture
- 335 - Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques
- 336 - Comité de pilotage du plan départemental pour le logement des personnes défavorisées
- 337 - Commission de médiation – Droit au logement opposable
- 338 - Commission départementale des objets mobiliers
- 339 - Section de la commission régionale du patrimoine et de sites
- 340 - Observatoire départemental d'équipement commercial

#### **4/ ASSOCIATIONS LOI DE 1901**

- 341 - Comité de gestion de la bourse du travail de CREIL
- 342 - Association départementale pour l'informatisation des communes de l'Oise (ADICO)
- 343 - Office de coopération intercommunale du Département de l'Oise (OCIDO)
- 344 - Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement
- 345 - Association "Initiative pour le développement de CHANTILLY"
- 346 - Association « Oise la Vallée » agence d'urbanisme et de développement de la vallée de l'Oise
- 347 - Association départementale pour l'information sur le logement (A.D.I.L.)
- 348 - Union départementale des offices de tourisme et des syndicats d'initiative de l'Oise
- 349 - Comité départemental de tourisme (CDTO)
- 350 - Association départementale des logis de France de l'Oise
- 351 - GITOISE

#### **5/ COMMISSIONS - COMITES ET JURYS CREES PAR DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL - ORGANES LOCAUX DE COORDINATION**

- 352 - Comité de coordination - objectifs de qualité des eaux du bassin de l'Epte
- 353 - Jury de concours départemental des villes, villages et maisons fleuris
- 354 - Observatoire départemental de l'environnement
- 355 - Comité départemental des espaces naturels sensibles
- 356 - Comité de concertation et de suivi du déploiement des relais de radiotéléphonie

**357**

- Comité consultatif de la forêt de COMPIEGNE

**358**

- Comité de pilotage du schéma départemental de développement touristique

**301 - SEMOISE - SAEML – SOCIETE ANONYME A CONSEIL D'ADMINISTRATION**

a) ASSEMBLEE GENERALE

Titulaire : **M. MAUGEZ**  
Suppléant : **M. LECOMTE**

b) CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Mme HOUSSIN – MM. BLANCHARD – BRASSENS – DEGUISE – DOUET –  
VILLEMAIN – CAUWEL – HRMO – DESMEDT**

loi n° 83-597 du 7 juillet 1983  
loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002  
ordonnance n°2003-1212 du 18 décembre 2003  
articles L.1521-1 à L.1525-3 du CGCT  
délibération 313 du 2 février 2006  
délibération 306 du 22 juin 2006  
délibération 310 du 20 décembre 2007  
statuts du 11 décembre 2007

**302 – SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) DE PICARDIE  
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**MM. SANGUINETTE et FRAU**

loi n° 99-574 du 9 juillet 1999  
loi n°2005-157 du 23 février 2005  
décret n°2000-671 du 10 juillet 2000  
décret n°2001-318 du 11 avril 2001  
articles L.141-1 à L.141-9 et R.141-1, D.141-2  
et R.141-3 à 12 du code rural  
statuts

**303 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE ANONYME D'HLM  
DU DEPARTEMENT DE L'OISE**

**Mme HOUSSIN**

statuts

**304 – ASSEMBLEE GENERALE ET CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE ANONYME D'HLM  
DU BEAUVAISIS**

Assemblée générale – administrateur et conseil d'administration :  
**Mme HOUSSIN**

statuts

**305 – ASSEMBLEE GENERALE et CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE ANONYME D'HLM  
PICARDIE HABITAT**

Assemblée générale :  
**M. MENN**

Conseil de surveillance :  
**M. FERRIEUX**

statuts

**306 - SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL (PNR)  
OISE-PAYS DE FRANCE – COMITE SYNDICAL**

Le **PRESIDENT** du Conseil Général  
ou son représentant, membre de droit : **M. SANGUINETTE**

Titulaires : **MM. DOUET - MASURE - VANTOMME**

Suppléants : **MM. AUBRY - BLANCHARD - MENN**

décret du 13 janvier 2004  
portant classement du PNR  
arrêté préfectoral du 27 janvier 2004  
statuts

**307 - ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE POUR LA PROTECTION CONTRE  
LES INONDATIONS DE L'OISE, DE L' AISNE, DE L' AIRE ET DE LEURS AFFLUENTS**

Titulaires : **MM. CARVALHO - DEGUISE - LECOMTE – HRMO -  
DE VALROGER**

Suppléants : **MM. FRAU - POUPLIN - BLANCHARD – DEGAUCHY -  
MARCHAND**

règlement intérieur de l'entente  
article 9 des statuts de l'entente

**308 - AGENCE DE L'EAU "SEINE - NORMANDIE" + COMITE DE BASSIN SEINE NORMANDIE**

Titulaire : **M. VANTOMME**

Suppléant : **M. PATIN**

loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964  
décret n° 86-1059 du 19 septembre 86  
arrêté du 12 décembre 1986  
arrêté ministériel du 19 mars 1987

**309 - ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA RAGE**

Titulaires : **MM. VANTOMME – AUGER – DECORDE - HRMO**

Suppléants : **MM. BECQUERELLE – VILLEMAIN – BISSCHOP - CAUWEL**

statuts

**310 - INSTITUTION INTERDEPARTEMENTALE SEINE-MARITIME - SOMME - OISE  
POUR LA GESTION ET LA VALORISATION DE LA BRESLE**

LE **PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL** ou son représentant, **M. MAUGEZ**

**MM. AUBRY - DECORDE**

statuts

**311 - SYNDICAT MIXTE POUR LA CREATION, L'AMENAGEMENT, LA GESTION ET L'ENTRETIEN DU PORT FLUVIAL  
DANS LE CADRE DE LA REALISATION D'UNE PLATE-FORME MULTIMODALE  
A LONGUEUIL SAINTE-MARIE – COMITE SYNDICAL**

Titulaires : **MM. MENN – POUPLIN – BRASSENS – FERRIEUX – CARVALHO  
DEGUISE - VANTOMME**

Suppléants : **MM. VILLEMAIN – DOUET – LECOMTE – SANGUINETTE –  
MASURE – Mme HOUSSIN - M. AUGER**

délibération 108 du 20 décembre 2007  
décision III-11 du 28 janvier 2008 (adhésion)  
statuts

**312 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'OISE (O.P.A.C.)**

**M. VANTOMME – Mme HOUSSIN – MM. DOUET – MASURE – BRASSENS –  
FERRIEUX et DEGUISE**

Dispositions transitoires de l'ordonnance n° 2007-137 du 1<sup>er</sup> février 2007 relative aux offices publics de l'habitat

**313 – ASSEMBLEE GENERALE ET CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL DE L'OISE (EPFLO)**

**Assemblée générale :**  
Titulaire : **M. ROME**  
Suppléant : **Mme HOUSSIN**

**Conseil d'administration :**  
Titulaires : **M. ROME – Mme HOUSSIN – MM. VANTOMME – MENN –  
MASURE - CAUWEL**

Suppléants : **MM. SANGUINETTE – DEGUISE – MAUGEZ –  
BRASSENS – BLANCHARD - COET**

article L.324-1 et suivants du code de l'urbanisme  
délibération 502 du 19 octobre 2006  
statuts  
arrêté préfectoral du 21 mai 2007

**314 - COMMISSIONS LOCALES DE L'EAU (C.L.E.) :**

loi n° 92-3 du 3 janvier 1992  
décret n° 92-1042 du 24 septembre 1992  
article L.212-4 du code de l'environnement

**314 <sup>1</sup> \* DU SAGE OISE-ARONDE**

Titulaire : **M. SANGUINETTE**  
Suppléant : **M. DE VALROGER**

arrêtés préfectoraux du 16 octobre 2001

**314 <sup>2</sup> \* DU SAGE "AUTOMNE"**

Titulaire : **M. MASURE**  
Suppléants : **M. DEGAUCHY**

arrêtés inter-préfectoraux Oise-Aisne  
des 14 et 28 mai 1996

**314 <sup>3</sup> \* DU SAGE "NONETTE"**

Titulaire : **M. DOUET**  
Suppléant : **M. PATRIA**

arrêté inter-préfectoral Seine et Marne-Oise  
du 3 avril 1998

**314 <sup>4</sup> \* DU SAGE "DE LA HAUTE SOMME"**

Titulaire : **M. LECOMTE**  
Suppléant : **M. FRAU**

**314<sup>5</sup> \* DU SAGE "DE LA VALLEE DE LA BRESLE"**

Titulaire : **M. PATIN**  
Suppléant : **M. CAUWEL**

arrêté inter-préfectoraux Seine-Maritime, Somme et Oise des 16 et 28 mars et 3 avril 2006

**314<sup>6</sup> \* DU SAGE "DU BASSIN VERSANT DE L'OISE MOYENNE"**

Titulaire : **M. SANGUINETTE**  
Suppléant : **M. DE VALROGER**

**315 - COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER – ETAT**  
(Opérations ordonnées par le Préfet avant le 1er janvier 2006)

Titulaires : **MM. LECOMTE – POUPLIN – CAUWEL - HRMO**  
Suppléants : **MM. MAUGEZ – DEGUISE – DECORDE - COET**

décret n° 92-1290 du 11 décembre 1992  
articles L.121-8, L.121-9 et R.121-7  
du code rural

**316 - COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER - DEPARTEMENT**

Titulaires : **MM. FRAU - POUPLIN – CAUWEL - HRMO**  
Suppléants : **MM. MAUGEZ - DEGUISE – DECORDE - COET**

loi n°2005-157 du 23 février 2005  
décret n°2006-394 du 30 mars 2006  
articles L. 121-7 à 12, R. 121-7 à 12 et R. 121-7  
à 19 du code rural  
arrêté départemental du 18 sept. 2007 modifié

**317 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES**

**Formation plénière :**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE - PATIN - HRMO**  
Suppléants : **MM. VANTOMME - MASURE - LETELLIER**

**Formation nature :**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE - PATIN - HRMO**  
Suppléants : **MM. VANTOMME - MASURE - LETELLIER**

**Formation sites et paysages :**

Titulaires : **M. SANGUINETTE - Mme HOUSSIN - M. HRMO**  
Suppléants : **MM. VANTOMME - MASURE - LETELLIER**

**Formation publicité :**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE - PATIN - HRMO**  
Suppléants : **MM. VANTOMME - MASURE - LETELLIER**

**Formation carrière :**

**Le PRESIDENT du Conseil général ou son représentant, M. SANGUINETTE**

Titulaires : **MM. BLANCHARD - HRMO**  
Suppléants : **MM. MENN - MASURE - M. LETELLIER**

**Formation faune sauvage captive :**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE - VANTOMME - HRMO**  
Suppléants : **MM. PATIN - MASURE - LETELLIER**

ordonnance n°2004-637 du 1er juillet 2004  
décret n°2006-665 du 7 juin 2006  
décret n°2006-672 du 8 juin 2006  
articles R 341-16 à R.341-27 du code de  
l'environnement  
arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 portant  
création de la CDNPS  
arrêté préfectoral modifié du 10 novembre 2006  
portant nomination des membres de la CDNPS

**318 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CLASSEMENT DE REDEVANCE  
SUR UN DEBIT DE TABAC**

**M. WEYN**

décret du 17 mars 1874

**319 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DE COOPERATION INTERCOMMUNALE**

1 - M. BLANCHARD  
2 - M. DOUET  
3 - Mme DELAFONTAINE  
4 - M. DEGUISE  
5 - M. FERRIEUX  
6 - Mme HOUSSIN  
7 - M. MENN  
8 - M. BRASSENS  
9 - M. AUBRY  
10 - M. VILLEMAIN  
11 - M. PATIN  
12 - M. LEMAITRE  
13 - M. LETELLIER  
14 - M. MARCHAND

loi n° 92-125 du 6 février 1992  
loi n° 99-586 du 12 juillet 1999  
décret n° 99-1152 du 29 décembre 1999  
articles L.5211-42 à 45 et R.5211-19 à 40 du  
CGCT

**320 - COMMISSION DU PLAN DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**

Le Président du Conseil général (Président)  
ou son représentant, **M. CARVALHO**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE – WEYN – FRAU – MAUGEZ – OGUEZ –  
BISSCHOP - CAUWEL**

Suppléants : **M. DEGUISE – Mme DELAFONTAINE – MM. BONAN  
BLANCHARD – HRMO – LEMAITRE - DECORDE**

loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 modifiée  
loi n°2004-809 du 13 août 2004  
décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 modifié  
par le décret n°2005-1472 du 29 novembre 2005,  
articles L.541-14 et L.541-15 du code de  
l'environnement  
délibération 304 du 22 juin 2006  
décision III-04 du 24 septembre 2007  
arrêté départemental du 25 février 2008

**321 – COMITE DE PILOTAGE DU PLAN DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. CARVALHO**

**MM. WEYN - BISSCHOP**

loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 modifiée  
loi n°2004-809 du 13 août 2004  
décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 modifié  
par le décret n°2005-1472 du 29 novembre 2005,  
articles L.541-14 et L.541-15 du code de  
l'environnement  
délibération 304 du 22 juin 2006  
décision III-04 du 25 février 2008  
arrêté départemental à venir

**322 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DE GESTION DE L'ESPACE**

Le Président du Conseil général (Vice-Président)

Titulaire : **M. MAUGEZ**  
Suppléant : **M. VASSELLE**

article D.112-54 du code rural

**323 - COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORGANISATION ET DE MODERNISATION  
DES SERVICES PUBLICS (CDOMPS)**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. BONAN**

Titulaire : **M. MAUGEZ**

Suppléant : **M. MENN**

loi n° 95-115 du 4 février 1995, notamment son article 28  
ordonnance 2004-637 du 1er juillet 2004  
décret 2006-665 du 7 juin 2006  
décret 2006-672 du 8 juin 2006  
décret 2006-1410 du 21 novembre 2006  
arrêté préfectoral du 17 septembre 2007

**324 - COMMISSION DEPARTEMENTALE CHARGÉE D'ETABLIR LA LISTE D'APTITUDE  
AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

Titulaire : **M. VANTOMME**

Suppléant : **M. HRMO**

loi n° 83-630 du 12 juillet 1983  
décret n° 98-622 du 20 juillet 1998  
articles D.123-34 et 35 du code de l'environnement

**325 - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION ANIMALES**

Le **PRESIDENT** du Conseil général ou son représentant, **M. SANGUINETTE**

Titulaires : **MM. AUBRY – AUGER - CAUWEL**

Suppléants : **MM. VANTOMME – MENN - DECORDE**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
art. R214-1 à 4 du code rural

**326 - COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENVIRONNEMENT POUR  
L'AERODROME DE PERSAN-BAUMONT**

Titulaire : **M. AUGER**

Suppléant : **M. BLANCHARD**

article L.571-13 du code de l'environnement

**327 - COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENVIRONNEMENT POUR L'AEROPORT  
ROISSY-CHARLES DE GAULLE**

Titulaire : **M. DOUET**

Suppléant : **M. PATRIA**

article L.571-13 du code de l'environnement

**328 - COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AERODROME  
DE BEAUVAIS-TILLE**

Titulaires : **MM. ROME - BECQUERELLE**

Suppléants : **Mme HOUSSIN - M. BONAN**

décret n°87-341 du 21 mai 1987 modifié  
article L.571-13 du code de l'environnement

**329 - COMMISSION REGIONALE DE LA FORET ET DES PRODUITS FORESTIERS**

**M. VANTOMME**

décret n° 2002-1080 du 7 août 2002  
décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
article R.4-1 à R.4-6 du code forestier

**330 - COMMISSION REGIONALE DE L'ECONOMIE ET DU MONDE RURAL (COREAMR)**

Titulaire : **M. SANGUINETTE**

Suppléant : **M. FRAU**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
décret n°2006-672 du 8 juin 2006  
articles R.313-35, R.313-37 et R.313-38 du code rural  
arrêté préfectoral du 4 janvier 2007

**331 - COMMISSIONS LOCALES D'INFORMATION ET DE SURVEILLANCE (CLIS)**

loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, notamment son article 3-1  
articles L.125-1 et R.125-5 à R.125-8 du code de l'environnement

**331<sup>1</sup> \* SOCIETE SOVALD à BURY**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. SANGUINETTE**

arrêté préfectoral du 20 avril 2006

**331<sup>2</sup> \* SOCIETE APSM à BRENOUILLE**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. MENN**

Arrêté préfectoral à venir

**331<sup>3</sup> \* SOCIETES GURDEBEKE et GL ORGANOSOL à MOULIN-SOUS-TROUVENT**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. SANGUINETTE**

arrêté préfectoral du 19 avril 2006

**331<sup>4</sup> \* SOCIETE VALNOR ONYX à BAILLEUL SUR THERAIN**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. SANGUINETTE**

arrêté préfectoral du 8 février 2006

**331<sup>5</sup> \* SOCIETE SITA FD à LIERVILLE et LIANCOURT SAINT PIERRE**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. SANGUINETTE**

arrêté préfectoral du 10 janvier 2006

**331<sup>6</sup> \* SOCIETE SITA NORMANDIE PICARDIE à VILLENEUVE SOUS VERBERIE**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. SANGUINETTE**

arrêté préfectoral du 8 février 2006

**331<sup>7</sup> \* SOCIETE SPAT à SAINT MAXIMIN**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. BLANCHARD**

arrêté préfectoral du 8 février 2006

**331<sup>8</sup>\* SOCIETE SITA FD à CREPY EN VALOIS**

Le Président du Conseil général ou son [représentant](#), **M. MASURE**

arrêté préfectoral du 8 février 2006

**331<sup>9</sup>\* à NERY SAINTINES**

Le Président du Conseil général ou son représentant, **M. MASURE**

arrêté préfectoral du 9 février 2006

**332 – COMITES LOCAUX D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (CLIC)**

décret n°2005-82 du 1er février 2005  
article L.125-2 du code de l'environnement

**332<sup>1</sup>\* des sites classés « AS » des usines Great Lakes Chemical et BASF  
de Catenoy et Breuil-le-Sec**

Le Conseiller général du canton de CLERMONT, **M. VANTOMME**  
Le Conseiller général du canton de LIANCOURT, **M. MENN**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005

**332<sup>2</sup>\* du site classé « AS » de l'usine Distrigal à LEVIGNEN**

Le Conseiller général du canton de BETZ, **M. BOULLAND**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005

**332<sup>3</sup>\* du site classé « AS » de l'usine FM Logistic à LONGUEIL SAINTE-MARIE**

Le Conseiller général du canton d'ESTREES SAINT DENIS, **M. POUPLIN**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005

**332<sup>4</sup>\* du site classé « AS » de la société Huttenes Albertus à PONT SAINT MAXENCE**

Le Conseiller général du canton de PONT SAINTE MAXENCE, **M. HRMO**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005

**332<sup>5</sup>\* du site classé « AS » de la société Total Gaz à RESSONS SUR MATZ**

Le Conseiller général du canton de RESSONS SUR MATZ  
**M. SANGUINETTE**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005  
modifié le 1er octobre 2007

**332<sup>6</sup>\* des sites classés « AS » des établissements Seco, Rhodia, Nova, Bostik, et SPRSAS  
RIBECOURT-DRESLINCOURT**

Le Conseiller général du canton de RIBECOURT, **M. CARVALHO**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005  
modifié le 16 janvier 2006

**332<sup>7</sup>\* du site classé « AS » de la société Clariant à TROSLY BREUIL**

Le Conseiller général du canton d'ATTICHY, **M. DEGAUCHY**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005  
modifié le 30 octobre 2006

**332<sup>8</sup>\* des sites classés « AS » de l'usine Arkéma, et des sociétés Dupont de Nemours et Cray Valley  
à VILLERS-SAINTE-PAUL**

Le Conseiller général du canton de CREIL-NOGENT, **M. WEYN**

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005  
modifié les 10 janvier et 25 avril 2006

**332<sup>9</sup> \* du site classé « AS » de l'usine Général Electric Plastics  
à VILLERS-SAINT-SEPULCRE**

Le Conseiller général du canton de NIVILLERS, M. ROME

arrêté préfectoral du 26 septembre 2005  
modifié le 28 février 2006

**332<sup>10</sup> \* du site classé « AS » de l'établissement DHL Solutions  
à BRESLES**

Le Président du Conseil général  
ou son représentant, M. BONAN

arrêté préfectoral à venir

**333 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DES RISQUES NATURELS MAJEURS (CDRNM)**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE – FRAU - HRMO**

Suppléants : **MM. DEGUISE – LECOMTE - CAUWEL**

loi n°2003-699 du 30 juillet 2003  
décret n°2006-672 du 8 juin 2006  
arrêté préfectoral du 13 avril 2007  
arrêté préfectoral nominatif de composition  
à venir

**334 – COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant, **M. MAUGEZ**

loi n° 95-95 du 1er février 2005  
décret n°2006-665 du 7 juin 2006  
articles R.313-1, R.313-2, R.313-5, R.313-6 et  
R.313-8 du code rural  
arrêté préfectoral du 30 juin 2006 modifié

**335 - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES  
(CODERST)**

Titulaires : **MM. MENN - FONTAINE**

Suppléants : **MM. BECQUERELLE - OGUÉZ**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
décret n°2006-672 du 8 juin 2006  
articles L.1331-17, L.1331-24 à L.1331-27,  
L.1416-1 et R.1416-16 et R.1416-21 du CSP  
(Ancien conseil départemental d'hygiène)

**336 - COMITE DE PILOTAGE DU PLAN DEPARTEMENTAL POUR LE LOGEMENT  
DES PERSONNES DEFAVORISEES (PDLPD)**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
(Co-président avec le préfet)  
et

- le directeur du développement des territoires ou son représentant,
- la directrice de l'action sociale et de l'insertion ou son représentant

Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 modifiée,  
notamment par la loi n°2004-809 du 13 août  
2004 (article 65-I),  
Loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant  
engagement national pour le logement (article 60),  
Décret n°99-897 du 22 octobre 1999 modifié,  
Délibération 500 du 16 octobre 2006 (relance du  
PDALPD),  
Décision V-05 du 24 septembre 2007,  
Arrêté départemental et préfectoral conjoint à  
intervenir.

**337 – COMMISSION DE MEDIATION – Droit au logement opposable**

Titulaire : **Mme HOUSSIN**

Suppléant : **Mme DELAFONTAINE**

Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007  
Décret n°2007-1677 du 28 novembre 2007  
Articles L.441-2-3 et R. 441-13 à 18 du code de  
la construction et de l'habitation  
Arrêté préfectoral du 18 décembre 2007

**338 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DES OBJETS MOBILIERS**

Titulaires : **MM. VANTOMME - de VALROGER**

Suppléants : **MM. BECQUERELLE - MARCHAND**

décret n° 71-858 du 19 octobre 1971  
modifié par décret n° 94-83 du 19 janvier 1994

**339 – SECTION DE LA COMMISSION REGIONALE DU PATRIMOINE ET DES SITES**

Titulaires : **MM. FRAU - de VALROGER**

Suppléants : **MM. CARVALHO - MARCHAND**

décret n° 99-78 du 5 février 1999  
modifié par les décrets n° 2004-142  
du 12 février 2004 et décret n° 2007-487  
du 30 mars 2007

**340 - OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL D'EQUIPEMENT COMMERCIAL**

Titulaires : **MM. BRASSENS - HRMO**

Suppléants : **MM. DOUET - MARCHAND**

loi n° 93-122 du 29 janvier 1993  
décret n° 93-306 du 9 mars 1993 modifié  
décret n° 96-1018 du 26 novembre 1996  
arrêté du 4 mai 2001

**341 - COMITE DE GESTION DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE CREIL**

**M. VILLEMAIN**

statuts

**342 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR L'INFORMATISATION  
DES COMMUNES DE L'OISE (A.D.I.C.O.)**

Titulaire : **M. LECOMTE**

Suppléant : **M. CAUWEL**

statuts

**343 - OFFICE DE COOPERATION INTERCOMMUNALE  
DU DEPARTEMENT DE L'OISE (OCIDO)**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant, **M. BONAN**

**MM. BLANCHARD – MAUGEZ – DOUET – LECOMTE – CAUWEL – COET -  
FONTAINE**

statuts

**344 - CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT**

REPRESENTANTS DU CONSEIL GENERAL

Mme HOUSSIN - M. MASURE

REPRESENTANT DES PETITES COMMUNES

MM. SANGUINETTE - LETELLIER

REPRESENTANTS DES GRANDES VILLES

MM. VILLEMMAIN - DELMAS

loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée  
décret n° 78-172 du 9 février 1978

**345 - ASSOCIATION "INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DE CHANTILLY"**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

statuts  
délibération n° 311 du 14 décembre 1999  
du Conseil Général

**346 - ASSOCIATION "OISE LA VALLEE",  
Agence d'urbanisme et de développement de LA VALLEE DE L'OISE**

Conseil d'administration :

MM. BRASSENS - BLANCHARD

Assemblée générale :

Mme HOUSSIN – MM. BRASSENS – FRAU – BLANCHARD – HRMO -  
de VALROGER

statuts

**347 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT  
(A.D.I.L.)**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant,

M. VANTOMME

M. MENN

statuts

**348 - UNION DEPARTEMENTALE DES OFFICES DE TOURISME  
ET DES SYNDICATS D'INITIATIVE DE L'OISE**

M. AUBRY

statuts

**349 - COMITE DEPARTEMENTAL DE TOURISME (CDTO)**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant, M. DOUET

MM. BLANCHARD – MASURE – LECOMTE – SANGUINETTE – AUBRY –  
MAUGEZ - FRAU – MENN – OGUEZ – CAUWEL - HRMO - LEMAITRE

statuts

**350 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES LOGIS DE FRANCE DE L'OISE**

**MM. AUBRY – MAUGEZ - LETELLIER**

statuts de l'association

**351 - GITOISE**

**MM. MAUGEZ – FRAU - OGUEZ**

statuts

**352 - COMITE DE COORDINATION - OBJECTIFS DE QUALITE DES EAUX  
DE BASSIN DE L'EPTÉ**

**MM. AUBRY - OGUEZ**

arrêté du Préfet de l'Eure  
du 23 avril 1980

**353 - JURY DU CONCOURS DEPARTEMENTAL DES VILLES, VILLAGES  
ET MAISONS FLEURIS**

OUTRE LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
ou son représentant, **M. AUBRY**  
président

JURY DEPARTEMENTAL  
**MM. DOUET - BISSCHOP**

ARRONDISSEMENT DE BEAUVAIS  
**MM. BECQUERELLE - DECORDE**

ARRONDISSEMENT DE CLERMONT  
**Mme DELAFONTAINE - M. FONTAINE**

ARRONDISSEMENT DE COMPIEGNE  
**MM. FRAU - de VALROGER**

ARRONDISSEMENT DE SENLIS  
**MM MASURE - HRMO**

délibérations du Conseil Général  
du 11 décembre 1975 et du 12 janvier 1976  
délibération n° 305 du BP 1997

**354 - OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT**

Tous les Conseillers Généraux

délibérations n° 3001 et n° 316 des 5 octobre 1989  
et 25 janvier 1990

**355 - COMITE DEPARTEMENTAL DES ESPACES NATURELS SENSIBLES**

**MM. SANGUINETTE – BLANCHARD – MENN – OGUEZ – MARCHAND -  
FONTAINE**

délibération n° 3001 du Conseil Général  
du 13 octobre 1994

**356 - COMITE DE CONCERTATION ET DE SUIVI DU DEPLOIEMENT  
DES RELAIS DE RADIOTELEPHONIE**

**M. BRASSENS**

arrêté préfectoral du 2 mars 2000

**357 - COMITE CONSULTATIF DE LA FORET DE COMPIEGNE**

Le **PRESIDENT** du Conseil Général ou son représentant, **M. VANTOMME**

arrêté préfectoral du 8 juin 2001

**MM. DE VALROGER – BRASSENS – DEGAUCHY - CARVALHO**

**358 - COMITE DE PILOTAGE DU SCHEMA DEPARTEMENTAL  
DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE**

**LES MEMBRES DE LA 3ème COMMISSION REGLEMENTAIRE  
DU CONSEIL GENERAL**

articles L.131-1 et L.132-3 du code du tourisme  
délibération n° 603 du Conseil général  
du 10 octobre 1997

## **IV - ORGANISMES RELEVANT DE LA 4EME COMMISSION**

### **EDUCATION ET JEUNESSE**

#### **DESIGNATIONS PAR L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE**

##### **1/ ORGANISMES DE DROIT PRIVE**

##### **2/ ETABLISSEMENTS PUBLICS**

- 401** | - Centres d'information et d'orientation - Conseil de perfectionnement
- 402** | - Syndicat mixte intercommunal de l'Oise des classes d'environnement

##### **2'/ ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT**

- 403** | - Collèges publics
  - \* Conseil d'administration
  - \* Commission permanente
  - \* Commission d'hygiène et de sécurité
- 404** | - Collèges privés d'enseignement sous contrat d'association
  - \* Organisme de gestion
- 405** | - Université technologique de COMPIEGNE - Conseil d'administration
- 406** | - Institut Universitaire de Technologie de l'Oise
- 407** | - Université de Picardie - Commission sociale d'établissement
- 408** | - Lycée d'enseignement général et technologique agricole d'AIRION – Conseil d'administration
- 409** | - Lycée professionnel agricole et horticole de RIBECOURT – Conseil d'administration

##### **3/ COMMISSIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF INTERDEPARTEMENTAL, REGIONAL, DEPARTEMENTAL**

- 410** | - Conseil académique de l'éducation nationale
- 411** | - Conseil départemental de l'éducation nationale
- 412** | - Commission départementale des bourses nationales d'enseignement secondaire
- 413** | - Prix sur la Résistance et la Déportation
- 414** | - Comités locaux d'éducation

##### **4/ COMMISSIONS CREEES PAR DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL**

- 415** | - Défi-Oise - Comité de pilotage



Abel Didelet à ESTREES-SAINT-DENIS  
 Jean Moulin à FORMERIE \*\*  
 Gérard Philipe à FROISSY  
 Sonia Delaunay à GOUVIEUX  
 Ferdinand Buisson à GRANDVILLIERS  
 Constant Bourgeois à GUISCARD \*\*  
 Du Servois à LA CHAPELLE-EN-SERVAL  
 Jules Verne à LA CROIX-SAINT-OUEN  
 Françoise Dolto à LAMORLAYE  
 Abel Lefranc à LASSIGNY  
 La Rochefoucauld à LIANCOURT  
 M. et G. Blin à MAIGNELAY \*\*  
 Claude Debussy à MARGNY-LES-COMPIEGNE \*\*  
 Phileas Lebesgue à MARSEILLE-EN-BEAUVAISIS \*\*  
 Pierre Mendès France à MERU  
 du Thelle à MERU \*\*  
 Anatole France à MONTATAIRE \*\*  
 Romain Roland à MOUY \*\*  
 Guillaume Cale à NANTEUIL-LE-HAUDOUIN  
 Henry de Montherlant à NEUILLY-EN-THELLE \*\*  
 Anna de Noailles à NOAILLES \*\*  
 Berthelot à NOGENT-SUR-OISE  
 Edouard Herriot à NOGENT-SUR-OISE  
 Paul Eluard à NOYON \*\*  
 Louis Pasteur à NOYON \*\*  
 Les Terriers à PONT-STE-MAXENCE \*\*  
 La Vallée du Matz à RESSONS  
 De Marly de RIBECOURT \*\*  
 Les Fontainettes à SAINT-AUBIN-EN-BRAY \*\*  
 Léonard de Vinci à SAINTE-GENEVIEVE  
 Louise Michel à SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE \*\*  
 Jules Vallès à SAINT-LEU-D'ESSERENT \*\*  
 Bon Secours à SENLIS  
 Fontaine des Prés à SENLIS \*\*  
 Clotaire Baujoin à THOUROTTE  
 D'Aramont à VERBERIE  
 Emile Lambert à VILLERS-SAINT-PAUL

M. POUPLIN  
 M. DECORDE  
 M. VASSELLE  
 M. MARCHAND  
 M. PATIN  
 M. LECOMTE  
 M. PATRIA  
 M. BRASSENS  
 M. MARCHAND  
 M. FRAU  
 M. MENN  
 M. FONTAINE  
 M. de VALROGER  
 M. BISSCHOP  
 M. LETELLIER  
 M. LETELLIER  
 M. BLANCHARD  
 Mme DELAFONTAINE  
 M. DOUET  
 M. AUGER  
 M. MANCEL  
 M. WEYN  
 M. WEYN  
 M. DEGUISE  
 M. DEGUISE  
 M. HRMO  
 M. SANGUINETTE  
 M. CARVALHO  
 M. AUBRY  
 M. MANCEL  
 M. DESMEDT  
 M. BLANCHARD  
 M. PATRIA  
 M. PATRIA  
 M. CARVALHO  
 M. HRMO  
 M. WEYN  
 M. FERRIEUX  
 M. PATIN  
 M. COET  
 M. PATRIA  
 M. DECORDE  
 M. FRAU  
 M. MARCHAND  
 M. FERRIEUX  
 M. PATRIA  
 M. SANGUINETTE  
 Mme DELAFONTAINE  
 M. DESMEDT  
 M. FERRIEUX  
 M. DECORDE  
 M. AUGER  
 M. LEMAITRE  
 M. VILLEMMAIN  
 M. MENN  
 M. BOULLAND  
 M. LETELLIER  
 M. AUGER  
 M. BLANCHARD  
 M. VILLEMMAIN  
 M. LECOMTE  
 M. LECOMTE  
 M. PATRIA  
 M. FRAU  
 M. DEGUISE  
 M. MAUGEZ  
 M. AUGER  
 M. FONTAINE  
 M. MARCHAND  
 M. DOUET  
 M. DOUET  
 M. DEGUISE  
 M. POUPLIN  
 M. MENN

**404 - COLLEGES PRIVES D'ENSEIGNEMENT SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION  
 ORGANISMES DE GESTION**

Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983  
 Loi n° 85-97 du 25 janvier 1985

Notre Dame à BEAUVAIS  
 Saint-Esprit à BEAUVAIS  
 Sacré Cœur à BRETEUIL  
 Marcel Callo à CEMPUIS  
 Jeanne d'Arc à CLERMONT  
 Notre Dame de la Tilloye à COMPIEGNE  
 Guynemer à COMPIEGNE  
 Sévigné à COMPIEGNE  
 La Maison Française à CUISE-LA-MOTTE  
 Immaculée Conception à MERU  
 Saint-Dominique à MORTEFONTAINE  
 Notre Dame à NOYON  
 Saint-Joseph du Moncel à PONT-SAINTE-MAXENCE  
 Saint-Maximin à SAINT-MAXIMIN  
 Anne-Marie Javouhey à SENLIS

M. BECQUERELLE  
 Mme HOUSSIN  
 M. CAUWEL  
 M. PATIN  
 M. VANTOMME  
 M. BRASSENS  
 M. de VALROGER  
 M. de VALROGER  
 M. DEGAUCHY  
 M. LEMAITRE  
 M. PATRIA  
 M. DEGUISE  
 M. HRMO  
 M. MARCHAND  
 M. PATRIA

**405 - UNIVERSITE TECHNOLOGIQUE DE COMPIEGNE – Conseil d'administration**

**M. FERRIEUX**

décret n° 85-28 du 7 janvier 1985 modifié  
statuts

**406 - INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE L'OISE - Conseil d'administration**

Titulaire : **M. VILLEMAIN**

statuts

Suppléant : **M. FONTAINE**

**407 - UNIVERSITE DE PICARDIE - COMMISSION SOCIALE D'ETABLISSEMENT**

**M. BLANCHARD**

circulaire du 27 août 1991

**408 - LYCEE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET TECHNOLOGIQUE AGRICOLE D'AIRION  
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Titulaire : **M. VANTOMME**

décret n° 96-405 du 26 avril 1996  
article R.811-12 du code rural

Suppléant : **M. CAUWEL**

**409 - LYCEE AGRICOLE ET HORTICOLE DE RIBECOURT - CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Titulaire : **M. CARVALHO**

décret n° 96-405 du 26 avril 1996  
article R.811-12 du code rural

Suppléant : **M. DEGAUCHY**

**410 - CONSEIL ACADEMIQUE DE L'EDUCATION NATIONALE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant,  
**M. BLANCHARD**

décret n° 91-106 du 25 janvier 1991  
articles L.234-1 à 8, et R.234-1 à 12 du code de  
l'éducation

Titulaires : **MM. DOUET - BECQUERELLE - HRMO**  
Suppléants : **MM. LECOMTE - SANGUINETTE - FONTAINE**

**411 - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'EDUCATION NATIONALE**

PRESIDENCE CONJOINTE PREFET/PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
ou son représentant, **M. BLANCHARD**

articles L.235-1 et R.235-1 à 11 du code de  
l'éducation

Titulaires : **MM. BECQUERELLE – DOUET – MASURE – PATIN - HRMO**

Suppléants : **M. CARVALHO – Mme DELAFONTAINE – MM. WEYN – MENN -  
DECORDE**

**412 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DES BOURSES NATIONALES  
D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

Titulaires : **MM. SANGUINETTE - DECORDE**

Suppléants : **Mme DELAFONTAINE - M. DESMEDT**

décret 59-1423 du 18 décembre 1959 modifié par  
décret n° 71-745 du 10 septembre 1971

**413 - PRIX SUR LA RESISTANCE ET LA DEPORTATION**

**MM. BLANCHARD - DEGAUCHY**

arrêté du 16 janvier 1997

**414 - COMITES LOCAUX D'EDUCATION**

BEAUVAIS - ville  
BEAUVAIS - campagne  
CHAMBLY + BORNEL + villages avoisinants  
Canton de MERU, MERU - ville + villages avoisinants  
Canton de GRANDVILLIERS, FORMERIE et SONGEONS (Picardie verte)  
Canton du COUDRAY-SAINT-GERMER  
CREIL - ville  
VERNEUIL-EN-HALATTE + VILLERS-SAINT-PAUL + MONCHY-SAINT-ELOI  
Canton de CHAUMONT-EN-VEXIN + FLAVACOURT + ELINCOURT  
Canton de NOAILLES + PONCHON + ANDEVILLE  
Canton d'AUNEUIL  
Cantons de CLERMONT et MOUY + BRESLES  
Cantons de CREVECOEUR, FROISSY ET BRETEUIL  
Pays du plateau picard, canton de SAINT-JUST  
COMPIEGNE - ville  
COMPIEGNE - Communes avoisinantes, VIEUX-MOULIN, LE MEUX,  
CHOISY-AU-BAC, ARMANCOURT, SAINT-SAUVEUR, LA CROIX-SAINT-  
OUEN, LONGUEIL-SAINTE-MARIE, MORIENVAL  
CREPY - ville + campagne  
Canton de BETZ + secteur de VERBERIE  
NOGENT-SUR-OISE - ville + CAUFFRY + LAIGNEVILLE + RANTIGNY  
MONTATAIRE - ville + CRAMOISY + SAINT-VAAST-LES-MELLO + MELLO +  
THIVERNY  
Canton d'ATTICHY + CLAIROIX + JANVILLE + BIENVILLE + VENETTE +  
MARGNY + JAUX + JONQUIERES + LACHELLE  
Canton de RIBECOURT + COUDUN + GIRAUMONT  
Canton de SENLIS et NANTEUIL-LE-HAUDOUIN  
Canton de CHANTILLY + SAINT-LEU-D'ESSERENT + NEUILLY-EN-THELLE  
NOYON - ville  
Cantons de RESSONS-SUR-MATZ et LASSIGNY Pays des sources  
Canton de GUISCARD + alentours de NOYON Haute Vallée de l'Oise  
Cantons de LIANCOURT sauf RANTIGNY, LAIGNEVILLE, CAUFFRY  
PONT-SAINTE-MAXENCE - ville + canton d'ESTREES-SAINT-DENIS

Chaque conseiller général du ressort  
territorial concerné  
courrier Inspection Académique  
du 27 novembre 1997

**415 – DEFI- OISE - COMITE DE PILOTAGE**

**M. SANGUINETTE, Président**

**Mme HOUSSIN – MM. BLANCHARD – HRMO - FONTAINE**

délibération 405 du 23 juin 2005  
délibération 406 du 15 décembre 2005  
délibération 403 du 28 juin 2007

## V - ORGANISMES RELEVANT DE LA 5EME COMMISSION

### SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

(Enfance et famille, autonomie des personnes, insertion et développement social)

#### DESIGNATIONS PAR L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE

##### 1/ ORGANISMES DE DROIT PRIVE

##### 2/ ETABLISSEMENTS PUBLICS

- 501 - Fondation Halleur – GRANDVILLIERS – Conseil d'administration
- 502 - Institut Médico-professionnel de RIBECOURT-DRESLINCOURT – Conseil d'administration
- 503 - Etablissements publics de santé - Conseil d'administration
- 504 - Groupement d'intérêt public «Groupement Régional de Santé Publique »  
Conseil d'administration

##### 3/ COMMISSIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF INTERDEPARTEMENTAL, REGIONAL, DEPARTEMENTAL

- 505 - Commission régionale de sélection des foyers de jeunes travailleurs
- 506 - Conseil de famille des pupilles de l'Etat
- 507 - Commission départementale de la médaille de la famille française
- 508 - Conseil départemental de santé mentale
- 509 - Comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires
- 510 - Commission départementale d'appel - Aide sociale
- 511 - Commission départementale de l'emploi et de l'insertion
- 512 - Conseil départemental d'insertion
- 513 - Conseil départemental de prévention de la délinquance, d'aide aux victimes et de lutte contre la drogue, les dérives sectaires et les violences faites aux femmes
- 514 - Comité régional des politiques de santé
- 515 - Comité départemental des retraités et personnes âgées
- 516 - Commission consultative départementale des gens du voyage
- 517 - Commission départementale de l'accueil des jeunes enfants
- 518 - Conférences sanitaires
- 519 - Comité régional pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

#### **4/ ASSOCIATIONS LOI DE 1901**

- 520** - Conseil d'administration de l'office privé d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse de l'Oise
- 521** - Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de l'Oise
- 522** - Conseil d'administration de l'association d'entraide des pupilles et anciens pupilles de l'Oise
- 523** - Association d'aide et soins à domicile pour personnes âgées (A.S.D.A.P.A.)
- 524** - Fédération départementale des clubs des aînés ruraux de l'Oise
- 525** - Association picarde d'aide aux insuffisants respiratoires
- 526** - Foyers des jeunes travailleurs et travailleuses
- 527** - Fédération départementale des centres sociaux ruraux de l'Oise
- 528** - Observatoire régional de santé de Picardie
- 529** - Centre d'ergonomie et de sécurité du travail de Picardie
- 530** - Union régionale de lutte contre l'illettrisme
- 531** - Comité de coordination des mouvements de buveurs guéris et de lutte anti-alcoolique

#### **5/ COMMISSIONS, COMITES, JURY CREES PAR DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL**

- 532** - Jury chargé de l'attribution des prix de la fondation du Conseil Général en faveur des familles nombreuses

#### **6/ SERVICES NON PERSONNALISES DU DEPARTEMENT**

- 533** - Centre départemental de l'Enfance et de la Famille (C.D.E.F.) (ex CDAME)
- 534** - Pouponnière départementale

#### **7/ ORGANES LOCAUX DE COORDINATION**

- 535** - Commission de coordination de gestion de l'aide ménagère et des travailleuses familiales
- 536** - Groupe départemental de coordination « HANDISCOL »

**501 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION HALLEUR DE GRANDVILLIERS**

**MM. AUBRY – MAUGEZ - PATIN**

décret n° 78-612 du 23 mai 1978 modifié par le décret n° 89-519 du 25 juillet 1989  
loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002  
article L.315-10 du code de l'action sociale et des familles

**502 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT MEDICO-PROFESSIONNEL DE RIBECOURT-DRESLINCOURT**

**M. CARVALHO**

article L.315-10 du code de l'action sociale et des familles  
\* représentation ramenée à un conseiller général pour tenir compte de l'arrêté préfectoral en date du 9 décembre 1984 érigeant cet établissement en établissement hospitalier public autonome à compter du 1- janvier 1985 suite à une délibération du 30 novembre 1983

**503 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE**

ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005  
articles L.6143-5 et L.6143-6 du CSP

Centres hospitaliers

article R. 6143-1 du CSP

BEUVAIS	- Mme HOUSSIN
CHAUMONT-EN-VEXIN	- M. LEMAITRE
CLERMONT	- M. VANTOMME
COMPIEGNE	- M. FERRIEUX
NOYON	- M. DEGUISE
PONT-SAINTE-MAXENCE	- M. HRMO
SENLIS	- M. PATRIA

Hôpitaux

article R. 6143-8 du CSP

CREPY-EN-VALOIS	- M. MASURE
CREVECOEUR-LE-GRAND	- M. CAUWEL
GRANDVILLIERS	- M. PATIN
NANTEUIL-LE-HAUDOUIN	- M. DOUET

Maisons de retraite publiques autonomes

article L. 315-10 du CASF

ANTILLY	- M. DOUET	- M. BOULLAND
ATTICHY	- M. FERRIEUX	- M. DEGAUCHY
BEAULIEU-LES-FONTAINES	- M. FRAU	- M. LECOMTE
BERTHECOURT	- M. AUGER	- M. MANCEL
BRETEUIL	- M. CAUWEL	- M. VASSELE
BRESLES	- M. ROME	- M. BONAN
CHAMBLY	- M. AUGER	- M. VILLEMAIN
CUTS	- M. DEGUISE	- M. LECOMTE
LIANCOURT	- M. BLANCHARD	- M. VANTOMME
MARSEILLE-EN-BEAUVAISIS	- M. MAUGEZ	- M. PATIN
MOUY	- M. AUGER	- M. VANTOMME
TRACY-LE-MONT	- M. FERRIEUX	- M. DEGAUCHY
VERBERIE	- M. HRMO	- M. POUPLIN

CLERMONT

- M. DOUET
- M. VANTOMME
- M. MASURE
- M. BOULLAND

CREIL

- M. BLANCHARD

**504 – CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC  
« GROUPEMENT REGIONAL DE SANTE PUBLIQUE »**

Titulaire : **M. AUGER**

Suppléant : **M. COET**

loi n°2004-806 du 9 août 2004  
décret n° 2005-1235 du 26 septembre 2005  
articles L.1411-15 et suivants, R.1411-17 à  
R.1411-25 et D.1411-26 du code la santé  
publique ;  
du code de la santé publique  
délibération 501 du 19 octobre 2006  
convention constitutive du 21 novembre 2006

**505 - COMMISSION REGIONALE DE SELECTION DES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS**

Titulaire : **M. BONAN**

Suppléant : **M. WEYN**

circulaire n° 36 du 1er août 1986

**506 - CONSEIL DE FAMILLE DES PUPILLES DE L'ETAT**

**MM. MASURE - COET**

loi n° 84-422 du 6 juin 1984 modifiée par la loi  
n° 96-604 du 5 juillet 1996  
décret n° 85-937 du 23 août 1985 modifié par le  
décret n° 98-818 du 11 septembre 1998  
article L 244-2 du code de l'action sociale et des  
familles

**507 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA MEDAILLE DE LA FAMILLE FRANCAISE**

Titulaire : **M. BECQUERELLE**

Suppléant : **M. DEGAUCHY**

Maires titulaires : **MM. SANGUINETTE et CARVALHO**

Maires suppléants : **MM. BISSCHOP et LEMAITRE**

arrêté ministériel du 15 mars 1983  
articles D.215-7 à D.215-13 du code de l'action  
sociale et des familles

### 508 - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SANTE MENTALE

Titulaires : **MM. AUGER – VANTOMME - LETELLIER**

Suppléants : **MM. WEYN – MASURE - OGUEZ**

décret n° 86-602 du 14 mars 1986 modifié  
articles L.3221-1, L.3221-2 et L.3221-6 du CSP

### 509 - COMITE DEPARTEMENTAL DE L'AIDE MEDICALE URGENTE DE LA PERMANENCE DES SOINS ET DES TRANSPORTS SANITAIRES

Titulaires : **MM. MENN - BOULLAND**

Suppléants : **MM. MASURE - LETELLIER**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
décret n°2006-672 du 8 juin 2006  
articles R.6313-1 à R.6313-7 du code de la santé  
publique modifié

### 510 - AIDE SOCIALE - COMMISSION DEPARTEMENTALE D'APPEL

**MM. MENN - BECQUERELLE - FONTAINE**

loi n° 86-17 du 6 janvier 1986  
articles L.134-1 à 10 et R.134-10 à 12 du code de  
l'action sociale et des familles

### 511 – COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Commission plénière :

Titulaire : **M. MENN**

Suppléant : **M. FONTAINE**

Formation spécialisée « conseil départemental de l'insertion par l'activité  
économique » :

Titulaire : **M. LECOMTE**

Suppléant : **Mme HOUSSIN**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
décret n°2005-672 du 8 juin 2006  
articles L.322-2-1 et R.322-15, R.322-15-1 et  
R.322-15-2 du code du travail  
arrêté préfectoral du 23 mars 2007 (constitut°)  
arrêté préfectoral du 23 mars 2007 (designat° des  
membres) modifié par l'arrêté du 5 juillet 2007

### 512 - CONSEIL DEPARTEMENTAL D'INSERTION

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL (Président)  
LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE L'INSERTION ET DE LA SOLIDARITE, M.  
MENN  
LE PRESIDENT DE LA 5ème COMMISSION, M. MASURE

Titulaires : **MM. LECOMTE et MARCHAND**

Suppléants : **MM. DOUET et FONTAINE**

articles L.263-2 à 5 du code de l'action sociale et  
des familles

### 513 - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE, D'AIDE AUX VICTIMES ET DE LUTTE CONTRE LA DROGUE, LES DERIVES SECTAIRES ET LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

**MM. MASURE – FERRIEUX – VILLEMALIN – FONTAINE – VASSELE -  
BOULLAND**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006  
arrêté préfectoral de création du 9 janvier 2007  
arrêté préfectoral de nomination des membres du 10  
janvier 2007

**514 - COMITE REGIONAL DES POLITIQUES DE SANTE**

**M. AUGER**

loi n° 98-657 du 29 juillet 1998  
décret n° 98-1216 du 29 décembre 1998

**515 - COMITE DEPARTEMENTAL DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES (C.O.D.E.R.P.A.)**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL (Président)**

loi n° 2004-809 du 13 août 2004  
article L.149-1 du code de l'action sociale et des familles  
délibération 503 du 16 décembre 2004  
arrêté départemental du 6 avril 2005 modifié

Titulaires : **MM. BLANCHARD – SANGUINETTE – BONAN - FONTAINE**  
Suppléants : **MM. DEGUISE – POUPLIN – MAUGEZ - BOULLAND**

**516 - COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DES GENS DU VOYAGE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL** ou son représentant, **M. FERRIEUX**

loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000  
décret n° 2001-540 du 25 juin 2001

Titulaires : **MM. BONAN – BLANCHARD – HRMO - PATRIA**  
Suppléants : **MM. DEGUISE – MASURE – DEGAUCHY - MARCHAND**

**517 - COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL** ou son représentant,  
**Mme DELAFONTAINE**  
  
**et MM. BECQUERELLE - MARCHAND**

articles L.214-5 et L.214-6 et D.214-1 à D.214-7  
du code de l'action sociale et des familles

**518 - CONFERENCES SANITAIRES**

Conférence sanitaire Sud-ouest : **M. BLANCHARD**  
Conférence sanitaire Sud-est : **M. FERRIEUX**

décret n° 2005-434 du 6 mai 2005

**519 - COMITE REGIONAL POUR LA COHESION SOCIALE ET L'EGALITE DES CHANCES (C.R.C.S.E.C.)**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL** ou son représentant, **M. MENN**  
  
Suppléant : **M. MASURE**

loi n° 2006-396 du 31 mars 2006  
décret n°2006-945 du 28 juillet 2006  
articles R.121-23 à R.121-25 du code de l'action sociale et des familles,  
arrêté préfectoral du 6 mars 2007 (création)  
arrêté préfectoral du 12 mars 2007 (comp°)

**520 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE PRIVE D'HYGIENE SOCIALE  
ET DE PRESERVATION ANTITUBERCULEUSE DE L'OISE**

Un Conseiller général représentant le **PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL**, **M. BECQUERELLE**  
  
**et MM. AUBRY - FONTAINE**

Statuts

**521 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE  
ET DE L'ADOLESCENCE DE L'OISE - ADSEAO**

**M. BECQUERELLE – Mme DELAFONTAINE – M. BOULLAND**

statuts

**522 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION D'ENTRAIDE DES PUPILLES ET ANCIENS  
PUPILLES DE L'OISE**

**MM. AUGER – POUPLIN - CAUWEL**

statuts

**523 - ASSOCIATION D'AIDE ET SOINS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES - ASDAPA**

**MM. FERRIEUX - OGUEZ**

statuts

**524 - FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CLUBS DES AINES RURAUX DE L'OISE**

Titulaire : **M. SANGUINETTE**

Suppléant : **M. DECORDE**

statuts

**525 - ASSOCIATION PICARDE D'AIDE AUX INSUFFISANTS RESPIRATOIRES (A.P.A.I.R.)**

**M. AUBRY**

statuts

**526 - FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS**

Foyer de Jeunes travailleuses de BEAUVAIS

**Mme HOUSSIN**

statuts

Foyer de NOGENT-SUR-OISE

**M. WEYN**

**527 - FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CENTRES SOCIAUX RURAUX DE L'OISE**

Titulaires : **MM. LECOMTE - CAUWEL**  
Suppléants : **MM. MAUGEZ - BOULLAND**

statuts

**528 - OBSERVATOIRE REGIONAL DE SANTE DE PICARDIE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
ou son représentant, **M. AUGER**

statuts

**529 - CENTRE D'ERGONOMIE ET DE SECURITE DU TRAVAIL DE PICARDIE**

**M. BRASSENS**

statuts

**530 - UNION REGIONALE DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME**

Titulaire : **M. BECQUERELLE**  
Suppléant : **M. MARCHAND**

statuts

**531 - COMITE DEPARTEMENTAL DE COORDINATION DES MOUVEMENTS DE BUVEURS GUERIS  
ET DE LUTTE ANTI-ALCOOLIQUE**

**MM. BLANCHARD – BONAN – OGUEZ - DEGAUCHY**

statuts

**532 - JURY CHARGE DE L'ATTRIBUTION DES PRIX DE LA FONDATION DU CONSEIL GENERAL  
EN FAVEUR DES FAMILLES NOMBREUSES**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL OU SON REPRESENTANT **M. BECQUERELLE** ET :

**BEAUVAIS**      **M. BISSCHOP**  
**COMPIEGNE**    **M. DE VALROGER**  
**CLERMONT**    **Mme DELAFONTAINE**  
**SENLIS**        **M. DOUET**

délibération du Conseil Général  
du 12 octobre 1943

**533 - CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE – CDEF (ex CDAME)**

LES MEMBRES DE LA 5EME COMMISSION DU CONSEIL GENERAL

délibération n° 502 du Conseil Général  
du 14 décembre 1992

**534 - COMMISSION DE SURVEILLANCE  
DE LA POUPONNIERE DEPARTEMENTALE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant, **M. BONAN**

LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE L'ENFANCE ET DES FAMILLES  
**M. BECQUERELLE**

**Mme DELAFONTAINE – MM. SANGUINETTE – MASURE – PATIN –  
FONTAINE – BOULLAND - COET**

délibération du Conseil Général  
du 27 mars 1985

**535 - COMMISSION DE COORDINATION DE LA GESTION DE L'AIDE MENAGERE  
ET DES TRAVAILLEUSES FAMILIALES**

Titulaires : **MM. BECQUERELLE - COET**  
Suppléants : **Mme HOUSSIN – M. VASSELLE**

convention multipartite associant l'Etat, le  
département et les employeurs

**536 - GROUPE DEPARTEMENTAL DE COORDINATION « HANDISCOL »**

Titulaire : **M. SANGUINETTE**  
Suppléant : **M. FONTAINE**

circulaire n° 99-188 du 19 novembre 1999

## **VI - ORGANISMES RELEVANT DE LA 6EME COMMISSION**

### **CULTURE – SPORTS ET CITOYENNETE**

**(Culture, sport et vie locale)**

#### **DESIGNATIONS PAR L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE**

##### **1/ ORGANISMES DE DROIT PRIVE**

##### **2/ ETABLISSEMENTS PUBLICS**

##### **3/ COMMISSIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF INTERDEPARTEMENTAL, REGIONAL, DEPARTEMENTAL**

- 601** - Comité technique du Fonds Régional d'Acquisitions des Musées
- 602** - Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative

##### **4/ ASSOCIATIONS LOI DE 1901**

- 603** - Centre départemental de formation des cadres sportifs et socio-éducatifs de l'Oise
- 604** - Centre d'information jeunesse de Picardie
- 605** - Centre d'animation culturelle de COMPIEGNE et du VALOIS (CACCV)
- 606** - Association de protection et d'animation des granges monastiques et dimières
- 607** - Théâtre Français de la Musique
- 608** - Union Départementale des Conservatoires et Ecoles de Musique de l'Oise
- 609** - Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture

##### **5/ COMMISSIONS, COMITES, JURY CREES PAR DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL**

- 610** - Salon départemental des Arts (prix artistique)
- 611** - Comité de lecture pour l'aide à l'édition
- 612** - Jury de la résidence d'artistes
- 613** - Comité d'experts du fonds de soutien à la diffusion culturelle et au cinéma de proximité

##### **6/ ORGANES LOCAUX DE COORDINATION**

**601 - COMITE TECHNIQUE DU FONDS REGIONAL D'ACQUISITIONS DES MUSEES**

**M. DOUET**

circulaire du Ministère de la Culture  
DMF/S/n° 464 du 16 avril 1984

**602 - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

**M. WEYN  
M. BLANCHARD**

décret n° 2006-665 du 7 juin 2006

**603 - CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION DES CADRES SPORTIFS  
ET SOCIO-EDUCATIFS DE L'OISE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant, **M. WEYN**

statuts

Titulaires : **MM. DOUET - HRMO**  
Suppléants : **MM. BLANCHARD - LETELLIER**

**604 - CENTRE REGIONAL INFORMATION JEUNESSE DE PICARDIE**

**M. PATIN**

statuts

**605 - CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DE COMPIEGNE ET DU VALOIS**

**MM. MASURE - DOUET - DE VALROGER - DEGAUCHY**

statuts

**606 - ASSOCIATION DE PROTECTION ET D'ANIMATION DES GRANGES MONASTIQUES  
ET DIMIERES**

**M. AUBRY**

statuts

**607 - THEATRE FRANCAIS DE LA MUSIQUE**

**MM. DOUET - DE VALROGER**

statuts

**608 - UNION DEPARTEMENTALE DES CONSERVATOIRES  
ET ECOLES DE MUSIQUE DE L'OISE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL ou son représentant : **M. DOUET**  
LE PRESIDENT DE LA 6ème COMMISSION, **M. VILLEMEN**

statuts de l'association

**MM. MENN - CAUWEL**

**609 - FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVES TERRITORIALES POUR LA CULTURE**

**M. MASURE**

statuts  
délibération n° 601 du 10 octobre 1997

**610 - SALON DEPARTEMENTAL DES ARTS (PRIX ARTISTIQUE)**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
ou LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE LA CULTURE  
quand il ne représente pas le Président du conseil général, M. DOUET

**MM. AUBRY – FERRIEUX – MASURE – OGUEZ – CAUWEL - COET**

délibérations du Conseil général des 14 et 24  
janvier 1986  
délibération n° 601 du Conseil général du 11  
décembre 1995  
délibération n° 101 du Conseil général du 27 mars  
1998

**611 – COMITE DE LECTURE POUR L'AIDE A L'EDITION**

LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE LA CULTURE, **M. DOUET**

LE PRESIDENT DE LA 6ème COMMISSION, **M. VILLEMMAIN**

**MM. BECQUERELLE - BISSCHOP**

délibération n° 604 du Conseil général  
du 19 janvier 1987

**612 - JURY DE LA RESIDENCE D'ARTISTES**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE LA CULTURE, M. DOUET  
LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE,  
M. BLANCHARD  
LE PRESIDENT DE LA 6ème COMMISSION, **M. VILLEMMAIN**

délibération 601 du 3 février 2005  
décision VI-02 du 23 mai 2005

**613 – COMITE D'EXPERTS DU FONDS DE SOUTIEN A LA DIFFUSION CULTURELLE  
ET AU CINEMA DE PROXIMITE**

LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE LA CULTURE, président M. DOUET  
LE VICE-PRESIDENT CHARGE DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE M.  
BLANCHARD

LE PRESIDENT DE LA 6ème COMMISSION, M. VILLEMMAIN

**Mme HOUSSIN - M. OGUEZ**

(délibération 601 du 28 juin 2007)  
décision VI-05 du 24 septembre 2007

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

**REUNION DU 21 AVRIL 2008**

**LE CONSEIL GENERAL**

Dûment convoqué par lettre en date du 31 mars 2008 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3121-24,

**VU** les délibérations **105** du **10 avril 1998** et **108** du **20 décembre 2007**,

**Etaient présents** : MM. AUBRY - AUGER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BONAN - BOULLAND - BRASSENS - CARVALHO - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGAUCHY - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DESMEDT - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - Mme HOUSSIN - MM. HRMO - LECOMTE - LEMAITRE - LETELLIER - MASURE - MAUGEZ - MENN - OGUEZ - PATIN - PATRIA - POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VASSELLE - VILLEMAIN - WEYN

**Avait donné délégation de vote** :

M. MANCEL à M. HRMO

**VU** le rapport **104** du Président du Conseil Général et son annexe :

**FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS**

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ADOPTE** à l'unanimité les conclusions suivantes :

---

- **MAINTIENT** le cadre issu de sa délibération **105** du **10 avril 1998** ;

- **PROCEDE**, au vu des déclarations de constitution de groupes qui ont été remises au Président et dans le prolongement de la délibération **108** du **20 décembre 2007** portant répartition des crédits pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2008, à la répartition dans les conditions figurant en **annexe**, de la dotation des 3 derniers trimestres 2008, sachant que lors de la Décision Modificative n° 1, il y aura lieu d'abonder les crédits relatifs aux moyens matériels prévus lors du Budget Primitif de 2008 pour tenir compte de la création d'un 4<sup>ème</sup> groupe intitulé "groupe radical de gauche" ;

./...

**- PRECISE**

\* au cas particulier des dépenses de personnel, que les crédits non utilisés au 31 mars 2008 sont venus abonder l'enveloppe restant à répartir de 13.506 € portant ainsi à 311.699 € le montant à répartir au titre des dépenses liés à la rémunération des personnels des 4 groupes d'élus ;

\* s'agissant du forfait annuel d'équipement comprenant une dotation d'installation de 2.600 € et un forfait petit matériel de 500 € soit **3.100 €** par groupe, que cette dotation est acquise en totalité à chacun des 4 groupes.

---

**Pour le Président et par délégation,  
l'adjoint au directeur général des services,  
le directeur des services financiers**

**Jean-Marc LE GALL**

## FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS

Article L.3121-24 du code général des collectivités territoriales

Délibération 105 du 10 avril 1998

DOTATION 1/04/08 AU 31/12/08

Dépenses de fonctionnement des groupes d'ELUS	Groupe Oise à Gauche 19/41	Groupe UMP-Divers Droite 17/41	Groupe Communiste 3/41	Groupe Radical de Gauche 2/41
<b>PERSONNEL</b>  Pour mémoire dotation 2008 : 397.591 €  • Dotation à répartir 298.193 € + 13.506 € soit : 311.699 €	<b>144.446 €</b>	<b>129.241 €</b>	<b>22.807 €</b>	<b>15.205 €</b>
<b>MATERIEL / LOCAL ADMINISTRATIF EQUIPE</b>  • forfait annuel d'équipement 2.600 € (informatique et mobilier)  • petit matériel forfait annuel 500 €  <b>FOURNITURES DE BUREAU</b>  • forfait annuel 310 € /conseiller général	<b>2.600 €</b>          <b>4.417,50 €</b>	<b>2.600 €</b>          <b>3.952,50 €</b>	<b>2.600 €</b>          <b>697,50 €</b>	<b>2.600 €</b>          <b>465 €</b>
<b>DOCUMENTATION</b>  • forfait annuel journaux (1.070 €)  • forfait annuel 46 € /conseiller général	} <b>1.725,50 €</b>	} <b>1.389 €</b>	} <b>1.173,50 €</b>	} <b>1.139 €</b>
<b>COURRIER</b>  • forfait annuel 915 € /conseiller général	<b>13.038,75 €</b>	<b>11.666,25 €</b>	<b>2.058,75 €</b>	<b>1.372,50 €</b>
<b>TELECOMMUNICATIONS</b>	Pas de plafond	Pas de plafond	Pas de plafond	Pas de plafond
<b>TOTAL</b>	<b>166.727,75 €</b>	<b>149.348,75 €</b>	<b>29.836,75€</b>	<b>21.281,50 €</b>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

**REUNION DU 21 AVRIL 2008**

**LE CONSEIL GENERAL**

Dûment convoqué par lettre en date du 31 mars 2008 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3123-1 à L.3123-30,

**VU** la délibération **102** du **20 mars 2008**,

**Etaient présents** : MM. AUBRY - AUGER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BONAN - BOULLAND - BRASSENS - CARVALHO - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGAUCHY - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DESMEDT - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - Mme HOUSSIN - MM. HRMO - LECOMTE - LEMAITRE - LETELLIER - MASURE - MAUGEZ - MENN - OGUEZ - PATIN - PATRIA - POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VASSELLE - VILLEMALIN - WEYN

**Avait donné délégation de vote** :

M. MANCEL à M. HRMO

**VU** le rapport **105** du Président du Conseil général et ses annexes :

**STATUT DE L'ELU LOCAL**

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ADOpte** à l'unanimité les conclusions suivantes :

---

- **DECIDE** de fixer ainsi qu'il suit le régime indemnitaire des membres du Conseil général **prenant effet au 20 mars 2008** :

./...

**I - INDEMNITE DE FONCTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL GENERAL  
(L 3123-15 à L 3123-18)**

\* **fixe** les taux d'indemnités applicables aux membres du Conseil général dans les conditions suivantes :

Responsabilités	Indice brut 1015	Majoration	Total brut
Président	100 %	45 %	5.424,81 €
Vice-Président ayant délégation de l'exécutif	60 %	40 %	3.142,65 €
Membre de la Commission Permanente	60 %	10 %	2.469,23 €
Conseiller général	60 %	-	2.244,78 €

\* **fixe** le montant individuel des indemnités de fonctions perçues par chacun des membres du Conseil général dans les conditions figurant en **annexe 1**,

\* **précise** que ces indemnités augmenteront dans les mêmes proportions et selon le même rythme que les traitements des fonctionnaires,

\* **prend acte** que lui sera transmis dès que possible un document récapitulatif de façon définitive les indemnités de fonctions de l'ensemble des membres de l'Assemblée pour tenir compte de la règle de limitation du cumul des indemnités de fonction fixée à l'article L.3123-18 du code général des collectivités territoriales, l'Assemblée ne disposant pas, au moment de l'approbation de ce rapport, d'informations précises sur ceux de ses membres concernés par cette limitation.

**II - INDEMNITES DE DEPLACEMENT ET REMBOURSEMENT DE FRAIS DE SEJOUR  
DES CONSEILLERS GENERAUX**

**1 - EXERCICE ORDINAIRE DU MANDAT DEPARTEMENTAL**

- pour tous les déplacements y compris ceux effectués hors du département pour prendre part aux réunions du Conseil général, des commissions et des instances dont ils font partie à qualités :

→ **prise en charge** des frais dans les conditions définies par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

Il suffit que l'élu ait été désigné, soit par l'Assemblée soit par le chef de l'exécutif, pour représenter le Conseil général au sein d'organismes extérieurs quel que soit leur lieu de réunion pour être remboursé en application du décret précité.

Figurent en **annexe 2** les barèmes actuellement en vigueur résultant de l'arrêté interministériel du 3 juillet 2006 pris pour l'application du décret.

\* **précise** que l'application stricte du décret du 3 juillet 2006 doit conduire chacun des Conseillers Généraux à produire à l'appui de sa demande de remboursement de frais, des pièces justificatives ;

./...

- au cas particulier des déplacements des Conseillers Généraux en situation de handicap liés à l'exercice de leur mandat :

→ remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique engagés. La prise en charge de ces frais spécifiques est assurée sur présentation d'un état de frais et dans la limite par mois, du montant de la fraction représentative de frais d'emploi telle que définie à l'article 204-0 bis du code général des impôts soit 636,01 € à la date de la présente délibération.

\* **rappelle** que les autres déplacements effectués par un Conseiller Général à un autre titre que ceux précédemment énumérés ne donnent droit à aucun remboursement à moins que l'élu soit chargé d'un **mandat spécial**.

## 2 - EXERCICE D'UN MANDAT SPECIAL

\* **rappelle** que l'**exercice d'un mandat spécial** s'applique aux missions accomplies dans l'intérêt du département et exclut les activités courantes de l'élu départemental :

\* **prend acte** que c'est désormais l'article R.3123-20 du code général des collectivités territoriales dans sa rédaction issue du décret du 14 mars 2005 qui fixe le principe selon lequel la prise en charge des **frais de repas, de nuitée et de transport** est assurée dans les conditions définies par le décret du 3 juillet 2006 qui prévoient :

→ le remboursement des frais forfaitairement sur la base des montants des indemnités en vigueur pour les fonctionnaires dans les conditions également décrites en annexe précitée.

En revanche, s'agissant des **autres dépenses** liées à l'exercice d'un mandat spécial, prévues à l'article L.3123-19 4° alinéa du code général des collectivités territoriales, celles-ci peuvent être remboursées par le département sur présentation d'un état de frais et après délibération du Conseil général.

\* **précise** :

- que conformément à la délibération **102** du **20 mars 2008** portant délégation d'une partie des attributions du Conseil général à la Commission Permanente, cette dernière a reçu délégation pour se prononcer sur l'exercice d'un mandat spécial et sur la prise en charge des frais en découlant dans le cadre juridique ainsi rappelé ;

- qu'il ne saurait s'agir que de frais autres que de repas, de nuitée et de déplacements.

Au titre de ces autres frais, il peut s'agir de ceux liés à la garde d'enfants, l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile dont le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

## 3 - DISPOSITIONS DU DECRET N° 2006-781 DU 3 JUILLET 2006

- **RETIENT**, parmi ces dispositions la possibilité :

\* de procéder à des **avances** sur le paiement des frais de repas et d'hébergement aux membres élus qui en feraient la demande. Leur montant est précompté sur le mandat de paiement émis à la fin du déplacement à l'appui duquel doivent être produits les états de frais,

\* de **fixer par délibération de notre Assemblée des règles dérogatoires aux arrêtés ministériels fixant le montant de l'indemnité de mission** (repas et hébergement) lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situation particulière sachant que ces règles dérogatoires ne pourront conduire en aucun cas à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

- **DELEGUE** à la Commission Permanente l'attribution consistant à se prononcer, au cas par cas et simultanément à l'octroi d'un mandat spécial, sur l'application le cas échéant, de règles dérogatoires dans le cadre décrit ci-dessus;

- **RAPPELLE que lorsqu'un Conseiller général peut bénéficier d'une indemnisation de son déplacement à un autre titre, il ne pourra demander un double remboursement au département dont il est l'élu ;**

- **DIT** que les crédits nécessaires à la prise en charge de l'ensemble de ces dépenses sont prévus au chapitre **65** articles :

- . **6531** - indemnités aux élus,
- . **6532** - frais de mission et de déplacement.

---

**Pour le Président et par délégation,  
l'adjoint au directeur général des services,  
le directeur des services financiers**

**Jean-Marc LE GALL**

## ANNEXE 1 A LA DELIBERATION N° 105

FONCTION	NOM-PRENOM	INDEMNITE MAXIMUM DE BASE IB 1015	MAJORATION DE L'INDEMNITE DE BASE	MONTANT BRUT MENSUEL EN EUROS PERCU
Président	M. Yves ROME	100%	45%	5.424,81
Vice-Président	M. André VANTOMME	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Patrice CARVALHO	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Gérard WEYN	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	Mme Sylvie HOUSSIN	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Roger MENN	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Bertrand BRASSENS	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Jean-Paul DOUET	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Alain BLANCHARD	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Joseph SANGUINETTE	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Jean-Louis AUBRY	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Henri BONAN	60%	40%	3.142,65
Vice-Président	M. Georges BECQUERELLE	60%	40%	3.142,65
Membre de la C. Permanente	M. François FERRIEUX	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Thierry FRAU	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	Mme Anne-Claire DELAFONTAINE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Gérard LECOMTE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Gérard AUGER	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Daniel BISSCHOP	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Philippe BOULLAND	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Jean CAUWEL	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. André COET	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Gérard DECORDE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Lucien DEGAUCHY	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Patrick DEGUISE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Frans DESMEDT	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Patrice FONTAINE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Jean-Claude HRMO	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Gérard LEMAITRE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Alain LETELLIER	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Jean-François MANCEL	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Patrice MARCHAND	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Gilles MASURE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Thierry MAUGEZ	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Bruno OGUEZ	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Joël PATIN	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Christian PATRIA	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Charles POUPLIN	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Eric de VALROGER	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Alain VASSELE	60%	10%	2.469,23
Membre de la C. Permanente	M. Jean-Claude VILLEMAIN	60%	10%	2.469,23

<p><b>STATUT DE L'ELU LOCAL</b></p> <p><b>REMBOURSEMENT DE FRAIS DE TRANSPORT, REPAS ET NUITEE</b></p>
--

**Indemnités kilométriques**

Catégories (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2.000 KMS	de 2.001 à 10.000 KMS	Au delà de 10.000 KMS
5 cv et moins	0,23	0,28	0,16
6 et 7 cv	0,29	0,35	0,21
8 cv et plus	0.32	0,39	0,23

**Indemnités de mission**

Indemnités	PARIS	Province
Repas	15,25 €	15,25 €
Nuitée	60 € (taux maximum)	60 € (taux maximum)
Indemnité de mission	75,25 €	75,25 €

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

**REUNION DU 21 AVRIL 2008**

**LE CONSEIL GENERAL**

Dûment convoqué par lettre en date du 31 mars 2008 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3121-18-1,

**VU** la délibération **107** du **4 février 2005**,

**Etaient présents** : MM. AUBRY - AUGER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BONAN - BOULLAND - BRASSENS - CARVALHO - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGAUCHY - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DESMEDT - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - Mme HOUSSIN - MM. HRMO - LECOMTE - LEMAITRE - LETELLIER - MASURE - MAUGEZ - MENN - OGUEZ - PATIN - PATRIA - POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VASSELLE - VILLEMAIN - WEYN

**Avait donné délégation de vote** :

M. MANCEL à M. HRMO

**VU** le rapport **106** du Président du Conseil général et son annexe :

**FONCTIONNEMENT DU CONSEIL GENERAL - INFORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL GENERAL**

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ADOpte** à l'unanimité les conclusions suivantes :

---

- **ADAPTE** le dispositif mis en place par délibération **107** du **4 février 2005** fixant les modalités d'application de l'article L.3121-18-1 du code général des collectivités territoriales relatif au fonctionnement du Conseil général et plus particulièrement au dispositif d'information auquel a droit tout membre du Conseil général en retenant la formulation suivante :

"- **MET** à disposition de chaque Conseiller Général, tous matériels, logiciels, consommables, leurs accessoires ainsi que tous les services associés (notamment les abonnements et les communications ...), permettant toutes formes et supports de communication et de traitements d'informations utiles à l'exercice de leur mandat ;

./...

- **PRECISE** que cette mesure représente une dépense annuelle de l'ordre de **300.000 €** qui sera prélevée sur les crédits des chapitres **20** (articles **2031** et **205**), **21** (article **21838**) et **11** (articles **6064**, **60632**, **6156**, **6262**, **6288**, **61558**)."

---

**Pour le Président et par délégation,  
l'adjoint au directeur général des services,  
le directeur des services financiers**

**Jean-Marc LE GALL**